*PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !*

# VOIX OUVRIERE

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE

28 JANVIER 1964 - N° 6

Paraît toutes les deux semaines - 0,50 F

# LE MATÉRIEL HUMAIN

**Ainsi la catastrophe du Boulevard Lefèbvre qui fit vingt morts serait due à une erreur technique : six étages de croisillons assurant la rigidité du gigantesque squelette métallique auraient été enlevés prématurément la veille du drame rendant l'accident inévitable au moment du levage du dernier portique de douze étages. On aurait même un coupable : le chef-monteur qui à la demande du responsable de la maçonnerie aurait fait enlever les « contreventements » en question.**

**La justice passera, le « responsable » sera condamné ou pas, mais les gars du bâtiment continueront à mourir, au rythme de trois par jour disent les statistiques, sur tous les chantiers de France.**

**Echafaudages rompus, murs qui s'effondrent, chutes dans les cages d'escaliers ou d'ascenseurs, grues qui s'abattent, charges qui se détachent et broient tout sur leur passage, poutrelles en équilibre instable qu'on ne saisit pas ou qu'on ne lâche pas à temps et qui vous entraînent dans le vide, la rubrique des faits divers est variée. Les façons varient mais, trois fois par vingt-quatre heures, c'est la mort que rencontre un ouvrier du bâtiment.**

**Et le drame du Boulevard Lefebvre, si horrible soit-il n'a finalement jamais fait que fournir d'un seul coup aux statistiques la valeur d'une ration hebdomadaire d'ouvriers du bâtiment morts pour que le capital prospère.**

**Et si le bâtiment a le triste privilège d'être l'activité professionnelle qui détient le record de la mortalité par accidents, il en va cependant de même dans le reste du monde du travail où il y a plus d'un mort, en France, par heure travaillée.**

**A tous ces accidents, à toutes ces morts on peut trouver une cause technique. Il y a toujours, ou presque, quelqu'un qui a commis l'erreur qui lui coûta la vie ou qui la fit perdre à d'autres.**

**Mais derrière ces erreurs il y a l'exploitation, la production à assurer, les cadences, les délais à tenir, et la fatigue, l'usure physique et nerveuse qui sont le lot de ceux qui travaillent. Dans beaucoup de professions les erreurs ne tirent guère à conséquence, mais dans beaucoup d'autres elles sont sanctionnées par la perte d'un œil, d'une main ou de la vie. Cependant le progrès technique permettrait la disparition quasi-complète des accidents du travail. Tout est possible. Il n'est rien de plus dangereux que de travailler sur les substances radioactives et cependant, là, les accidents sont rarissimes.**

**Dans le cas du Boulevard Lefebvre, si les maçons n'avaient pas été pressés par le travail à la tâche ils n'auraient pas pressé les charpentiers en fer et, ni les uns, ni les autres, ne seraient morts cette fois-là.**

**Le responsable c'est le capitalisme, c'est le fait que des hommes travaillent pour le profit d'autres hommes.. Une humanité travaillant pour elle-même ne connaîtrait pratiquement pas d'accidents de travail, car aucune précaution ne serait épargnée.**

**Les syndicats et la C.G.T. en particulier revendiquent que les comités d'hygiène et de sécurité prévus par la loi fonctionnent effectivement dans le bâtiment et qu'ils participent à la marche générale du chantier. Ces comités existent dans bien des industries et n'évitent pas les accidents. S'ils participaient effectivement à « la marche des entreprises » peut-être y pourraient-ils quelque chose. Mais au lieu de « revendiquer », de mendier cette reconnaissance que l'on n'obtiendra jamais, pourquoi les syndicats n'organisent-ils pas effectivement un tel contrôle sur les conditions de travail et de production. Pourquoi, au lieu d'envoyer des délégués à des comités d'entreprise qui ne servent à rien, les syndicats n'utilisent-ils pas la compétence et le dévouement de ces militants à vérifier les conditions d'hygiène et de sécurité, aussi bien sur les chantiers que dans les ateliers, en demandant aux travailleurs de cesser d'effectuer toutes les tâches dangereuses lorsque les conditions maximum de sécurité ne sont pas remplies. Pourquoi les syndicats ne demandent-ils pas aux travailleurs de n'exécuter un ordre, même technique, que lorsqu'il est approuvé par les représentants syndicaux, ou mieux par des représentants élus par le personnel.**

**Ainsi l'on n'aurait peut-être pas eu l'occasion d'assister au triste spectacle de samedi matin où, devant les cercueils des victimes, devant les milliers de travailleurs venus aux obsèques, on a pu voir des représentants du patronat français, de De Gaulle, de Franco et de Salazar, et parmi les gerbes, celle de la Préfecture de la Seine et celle de la Préfecture de Police.**

**Les patrons sont non seulement incapables de gérer la société, mais même de garantir notre vie au chantier ou à l'usine. Et notre vie vaut bien que nous nous en occupions nous-mêmes.**

**V. O.**

# LES TRAVAILLEURS ET LE CHOMAGE

## *II. - Les solutions ouvrières*

Dans notre précédent article nous avons vu que le chômage était un phénomène « normal » du système capitaliste, tellement normal que le régime s'en accomode fort bien et même l'utilise à ses fins politiques en se payant le luxe d'en faire supporter la charge aux contribuables et aux travailleurs. Mais pour les travailleurs il représente un réel danger. Bien qu'actuellement, avec le fonds de chômage et les ASSEDIC, le fait d'être licencié pour manque de travail ne soit pas une catastrophe que, matériellement, on soit assuré de manger et qu'on puisse raisonnablement espérer ne pas mettre trop de temps à retrouver du travail, il y a, malgré tout, le risque du nouvel emploi : « on sait ce que l'on quitte, on ne sait pas ce que l'on prend ». Et cette simple menace suffit souvent au patronat pour exercer un chantage. Créer un climat de crainte et d'insécurité est un moyen efficace pour freiner l'action revendicative.

Or, actuellement, du fait du « plein emploi » les secteurs touchés par le chômage ou bien concernent relativement peu d'ouvriers ou bien sont éloignés géographiquement les uns des autres. Il est donc relativement difficile aux travailleurs de réagir en face de menaces qui sont éparpillées et dissociées. De plus les secteurs menacés de chômage sont ceux où la grève, comme moyen de lutte, est la moins efficace par définition.

Tant qu'il n'y a pas de crise économique grave avec chômage généralisé, ce qui est inquiétant pour les travailleurs c'est cependant la perspective, dans le cadre même du fonctionnement « normal » de l'économie, de l'existence de plusieurs centaines de milliers de chômeurs. Nous avons dit que l'économie capitaliste française pouvait supporter, et même « nourrir » sans grand dommage pour elle, jusqu'à 5 ou 600.000 chômeurs. Mais ce fonds de réserve de main-d'œuvre exercerait une pression considérable, tant sur les salaires de ceux qui travaillent que sur les conditions mêmes de travail : durée, intensité, discipline etc... Et c'est justement parce que le chômage actuel n'est pas « grave » que les travailleurs risquent de se laisser entraîner doucement mais sûrement vers une telle situation. Sans compter, qu'une crise économique grave mettant un ou plusieurs millions de salariés au chômage n'a rien d'impossible, au contraire, dans cette société et qu'alors ni le fonds de chômage ni les ASSEDIC ne pourraient subvenir aux besoins d'un tel nombre de chômeurs.

Face à ce problème, que font les organisations syndicales ? Rien, tant qu'il n'y a pas de menace précise. Rien, en particulier, pour alerter sérieusement les travailleurs sur les dangers qui les menacent. Quand, localement, la menace du chômage devient une réalité, les organisations syndicales se présentent avec des solutions bâtardes, inefficaces et finalement démoralisantes. Quand on ferme une mine, elles pleurnichent, battent le rappel des élus du peuple et des représentants de Dieu pour essayer de prouver que la mine est « rentable » et qu'il faut la laisser en exploitation. Quand le progrès élimine des situations de forçats, les avocats du monde du travail ne trouvent d'autre solution que d'exiger que le bagne reste ouvert.

Dans certains cas, notamment dans les usines exécutant des commandes de l'Etat les organisations syndicales revendiquent la « nationalisation ». Or, ce sont justement les entreprises nationalisées qui ont débauché du personnel avec le plus d'éclat (les mines, Renault, les arsenaux, etc...).

Ailleurs, les organisations se lamentent jusqu'à décrocher des commandes de l'Etat. Or ces commandes sont la plupart du temps des commandes d'armement, production non seulement inutile mais terriblement nuisible, et qu'elles déplorent hypocritement par la suite.

Mais, la plupart du temps, les « luttes » engagées par les syndicats n'aboutissent (elles n'ont en général pas d'autre but) qu'à faire subventionner les industriels en perdition, véritable ou simulée, par l'Etat.

Les exemples en sont nombreux, depuis les sidérurgistes renflouës au compte de la Sécurité Sociale, jusqu'à toutes les revendications de « développement industriel » de certaines régions, d'implantation de nouvelles entreprises etc... comme ce qui est revendiqué à l'heure actuelle par les syndicats nazairiens. C'est d'ailleurs pourquoi, dans ce type de luttes, les organisations syndicales ont le soutien des autorités locales, y compris les plus réactionnaires. Mais si l'on ne peut reprocher aux travailleurs menacés d'être privés de tout emploi dans la région où ils habitent, de se raccrocher à toutes les « solutions » même celles qui, à terme, n'en sont pas, que dire des organisations syndicales nationales qui laissent les travailleurs nazairiens, par exemple, isolés alors que le plein emploi, les horaires abusifs, les cadences éreintantes sont le lot de la région parisienne.

Aujourd'hui, alors que l'économie capitaliste a besoin de main-d'œuvre nous avons les moyens d'imposer aux patrons et à l'Etat, la garantie et la sécurité de nos salaires.

Mais les solutions au problème du chômage ne sont pas techniques, ni même économiques. Elles sont politiques. Economiquement le chômage est nécessaire au système capitaliste et techniquement les capitalistes savent trouver les moyens d'en faire supporter les frais aux travailleurs. Le tout est de savoir si les travailleurs sont une force suffisante pour refuser au régime de payer les frais de l'incurie bourgeoise.

Accepter de payer la note du chômage sous prétexte qu'actuellement elle n'est pas trop élevée c'est rester prisonnier du système, c'est subir l'exploitation, c'est se condamner à supporter toutes les conséquences de ce système qui aboutit tôt ou tard à la crise.

Si les travailleurs, au contraire, savent hausser leur sens de la

(Lire la suite en page 2)

## La campagne pour l'élection présidentielle

# Où le PCF promet ce que Defferre ne veut pas tenir

*Le congrès de la S.F.I.O. ne se réunira qu'au début de février, mais le Monsieur X des mois derniers n'attendit pas cette date pour écarter le voile, transparent il faut bien le dire, qui le couvrait et faire ses premiers pas de candidat président de la République. Ce geste confirmait l'orientation générale de la vie politique française pour les deux années à venir : tous les partis, toutes les organisations, des M.R.P. nouvelle vague jusqu'au P.C., tous ceux qui ont une quelconque raison de pouvoir prétendre s'opposer à de Gaulle et pour qui le terrain de prédilection est l'arène électorale, se lancent dans cette campagne pour l'élection présidentielle avec un enthousiasme digne d'un meilleur sort.*

*Le P.C.F. tient à jouer le rôle de premier soliste dans ce concerto et ses interventions sont parmi les plus enthousiastes.*

*Pour le P.C.F., la victoire d'un candidat « de gauche » signifie « transformation du régime », « rénovation de la démocratie », « fin du pouvoir des monopoles ». Rien de moins.*

*« Quand on pense à tout ce qu'il pourrait réaliser dans ce pays et en ce temps, quand on pense à ce que feraient tant d'énergies et de milliards perdus, on rêve à la fin de ce régime » (Jean Coin dans « France Nouvelle »).*

*Les autres partis, moins tenus par leur clientèle, s'en tiennent à un langage plus modéré et plus près de leurs intentions véritables. Il ne s'agit pas de transformer le régime, ni même de changer la Constitution, mais de substituer au « personnage historique, séduisant mais mystérieux et qui considère qu'il n'a ni à exposer une politique, ni à rendre des comptes », un de ces « gestionnaires qui ont moins d'éclat, qui n'écrasent pas la démocratie par leur personnalité, mais qui, avec modestie et détermination, réalisent parfois de grandes réformes » (discours de Defferre).*

*Que voila deux optiques différentes : le premier prétend transformer le régime par ces élections, le second se contente de remplacer un homme par un autre.*

*La déclaration de Defferre ressemble au « vieux son de cloche » se lamente le P.C.F. « S'il continue à suivre la même voie, il n'y aura pas de changement par rapport au régime gaulliste ». Mais pourrait-il en être autrement, même s'il suivait « une autre voie » ?*

*Ce qu'on appelle « gaullisme » est plus que le mythe tissé autour du général.*

*En dehors de la liquidation de l'hypothèque coloniale laissée par les guerres d'Indochine et d'Algérie, la bourgeoisie française avait un important problème à résoudre en 1958. C'était l'élimination de la forte opposition P.C.F. au*

(Lire la suite en page 2)

# LES TRAVAILLEURS ET LE CHOMAGE

(suite de la page 1)

dignité au point de refuser l'humiliation qui consiste à les rejeter de la production donc hors de la société, ils contesteront par les actes, le système qui ne peut se passer du chômage.

Aujourd'hui que le chômage n'a pas encore pris de proportions très inquiétantes nous pouvons et devons nous opposer à son développement. Le chômage c'est le commencement de la défaite ouvrière, car il démoralise le prolétariat.

Les travailleurs touchés par le chômage sont bien obligés de réagir localement. Mais ils ne peuvent seuls, faire reculer les patrons. C'est au contraire dans les secteurs en expansion que les travailleurs ont le plus de moyens pour réagir.

C'est l'ensemble de la classe ouvrière qui doit s'opposer au chômage. Les travailleurs ne peuvent plus se permettre d'attendre les attaques du chômage pour s'y opposer. Il faut que ceux qui travaillent prennent conscience du danger car eux seuls ont les moyens de l'empêcher. Ces moyens, c'est la lutte généralisée pour les objectifs garantissant l'emploi et les salaires.

Et c'est là que réside la démission principale des organisations syndicales. La lutte à mener ne peut l'être qu'à l'échelon du pays, et, à l'échelon du pays, les organisations syndicales se refusent à la lutte.

Le chômage est dû à l'anarchie du marché capitaliste. Défendre les travailleurs contre ses atteintes, nécessite un plan d'ensemble. Un plan qui ne peut d'ailleurs pas être séparé des autres revendications importantes (l'échelle mobile des salaires est la principale) de la classe ouvrière face aux maux engendrés par le système, dont l'inflation et le chômage sont les deux pôles.

Le principal objectif d'une lutte d'ensemble des travailleurs contre le chômage n'est pas tant de lutter contre le manque de travail que contre les licenciements. Nous l'avons dit plus haut : il s'agit de savoir qui, du patronat ou des travailleurs, fera les frais de l'abominable gestion capitaliste. Et pour cela les revendications à imposer sont l'interdiction des licenciements pour « manque de travail » quel que soit l'horaire de travail de l'entreprise, et le contrôle de l'embauche par les travailleurs, le travail étant réparti entre tous par les travailleurs eux-mêmes (ce n'est guère plus difficile à organiser qu'un comité d'action ou qu'un comité de grève). En effet, toutes les solutions visant les « aides » que peut recevoir le « chômeur » hors de l'entreprise aboutissent à accepter de laisser diviser le monde du travail entre chômeurs réduits à la mendicité officielle et travailleurs soumis à la chiourme et aux cadences infernales. Un objectif complémentaire est la garantie du salaire. Il est en effet nécessaire d'imposer au patronat la garantie du salaire mensuel total contre les variations entraînées par les baisses d'horaire. Au patron de se débrouiller avec l'Etat, la Mairie, les ASSEDIC ou tout autre organisme pour se procurer la paye de « ses » chômeurs virtuels s'il en a.

Mais toute lutte réaliste contre les maux engendrés par le chômage doit prévoir la possibilité d'une crise. Et dans cette perspective, en plus de l'échelle mobile des heures de travail, il est nécessaire de se préparer à imposer le contrôle ouvrier sur les entreprises.

En effet la crise, cela signifie la fermeture complète de certaines entreprises, et les travailleurs ne peuvent remédier aux conséquences de cette situation qu'en prenant en main, eux-mêmes, la gestion de ces entreprises. Cela ne peut s'improviser, cela se prépare, et cela se prépare en contrôlant, avant la crise, la gestion capitaliste.

Utopique ce programme ? Non, l'utopie c'est de croire que les solutions mises en avant, si l'on peut dire, par les organisations syndicales à l'heure actuelle peuvent résoudre soit les chômages soit ses conséquences pour les travailleurs. Mais ce serait aussi de l'utopie de croire que les organisations syndicales sont susceptibles de mener le combat pour le contrôle ouvrier sur l'embauche et le contrôle ouvrier sur la gestion. Ce combat-là, ou bien les travailleurs eux-mêmes seront capables de l'organiser aux moyens de Comités de lutte plus démocratiques que les appareils syndicaux, ou bien il n'aura pas lieu.

La C.G.T., le P.C.F., de même que d'autres organisations mettent souvent dans leur propagande en avant la question du commerce avec la Chine, l'U.R.S.S. ou les « démocraties populaires ». Mais les entendons en ce moment à St-Nazaire où le problème de chômage se pose aujourd'hui, proposer aux travailleurs de *prendre en mains la gestion* des Chantiers : s'il n'y a pas de débouchés en France, il y en a ailleurs, et la Chine et l'U.R.S.S. qui se déclarent « socialistes » ou « communistes » ne peuvent manquer d'acheter la production des entreprises gérées par les travailleurs. Cela ne peut que les aider puisqu'elles ont justement besoin de cette production (sans compter qu'il est toujours possible de produire selon les besoins) et qu'elles auraient la garantie d'un prix raisonnable puisque les travailleurs n'ont rien de commun avec les impérialistes. Non. Les organisations en question parlent bien du commerce avec l'U.R.S.S. mais elles attendent que ce soit Giscard d'Estaing qui le fasse.

Toutes les centrales syndicales et en particulier la C.G.T. ont « soutenu » les 187 travailleurs licenciés de la société R.B.V.. Cette affaire se termine au bout de 62 jours par une demi-victoire des travailleurs, c'est-à-dire une demi-défaite. La lutte entreprise par les syndicats se confina au terrain « légal » et c'est ainsi que l'on apprit que bien que la décision prise par la société R.B.V. de licencier tout son personnel pour avoir fait grève, soit absolument « illégale » le Ministère du Travail ne pouvait que « sympathiser » avec les licenciés, mais rien de plus. Or les dirigeants de la R.B.V. auraient-ils eu la même attitude si les centrales syndicales les avaient menacés de boycotter toutes leurs entreprises à venir, si elles avaient pris des mesures pour que plus jamais un travailleur n'accepte de travailler pour eux, les obligent ainsi pour pouvoir « travailler » eux-mêmes à acheter quelques jaunes à prix d'or. Le contrôle ouvrier sur l'embauche cela pourrait être aussi cela pour les centrales.

Mais puisqu'on ne peut attendre des centrales syndicales qui renoncent même à engager une lutte efficace pour faire respecter la loi sur la semaine de quarante heures, vieille de près de vingt ans — tout en prétendant lutter par ailleurs contre le chômage — qu'elles organisent le combat pour les objectifs exposés plus haut, que peut-on faire ?

Prendre conscience du problème d'abord, car le principal problème est une question de conscience. Si la lutte à mener doit être organisée à l'échelle du pays, ni le contrôle ouvrier sur l'embauche, ni le contrôle ouvrier sur la production ne peuvent avoir de réalité sans la participation effective et consciente des travailleurs de chaque entreprise. C'est donc à la mise en place dans les entreprises de Comités d'usine, démocratiquement élus par les travailleurs, dont les membres soient révocables à tout moment par ceux qui les ont élus, qu'il faut s'attacher.

Ces comités, dans un premier temps, centraliseraient les informations sur les mouvements de personnel, de matières et de produits finis (car pour contrôler on peut se passer de l'accord patronal, puisque ce sont les travailleurs qui font tout). Et ce sont ces organismes, s'ils existent en plusieurs endroits, qui pourront même diriger et coordonner les luttes à l'échelle d'une ville, d'une région ou du pays.

S'ils existent, ils sont en même temps le moyen d'exercer le contrôle et celui de l'obtenir. C'est par eux qu'il faut commencer, et, par là-même, terminer.

**Henri VAUQUELIN**

# LES MENACES DE LICENCIEMENTS A SAINT-NAZAIRE

## La grève générale et la manifestation du 22 janvier

**Saint-Nazaire s'est remis au travail et, après la manifestation du mercredi 22 janvier, chacun s'interroge sur l'avenir.**

**Car absolument rien n'est réglé.**

**Certes, l'ampleur de la manifestation était impressionnante. On avait rarement vu dans cette ville de 50.000 habitants, autant de monde dans la rue, et il est incontestable que le flot humain sortant à 15 heures des « Chantiers de l'Atlantique » et de « Sud-Aviation », se rassemblant sur le terre-Plein de Penhoët pour monter jusqu'à la gare avant de se joindre aux travailleurs des autres entreprises et aux habitants de la ville, donnait une impression d'infinie puissance. Mais ce qui frappait dans cette foule, c'était le silence, le « calme » comme les journalistes et les organisateurs l'ont dit. Pas un cri, pas un slogan (on se demande à ce propos, où pouvait bien se trouver Monsieur Pichelin de « l'Humanité » qui, lui, a entendu monter « des cris qui couvraient la corne de brume » ; il est vrai qu'il aurait aussi entendu éclater à plusieurs reprises « l'Internationale » et il serait bien le seul).**

**Même calme pendant les discours qu'une bonne moitié de l'assistance n'entendait pas. Aucun geste d'impatience, mais il faut dire aussi aucune manifestation d'enthousiasme. Ni Blancho, député-maire socialiste de la ville, ni Thoby de la C.F.T.C. qui parlait au nom des organisations syndicales, ne réussirent à dégeler l'atmosphère. Il faut dire que l'intervention des orateurs, les perspectives (ou plutôt le manque de perspectives) offertes, n'incitaient guère à l'enthousiasme. Tout le monde espère la solution-miracle, le coup de baguette magique, qui, d'un coup, résoudrait le problème. Mais personne ne croit en l'efficacité des moyens proposés. Blancho lui-même déclare : « Demain nous aurons peut-être une solution. Quand je dis demain, je pense ne pas me tromper, car le Premier ministre voudra bien nous recevoir pour étudier nos problèmes. J'espère que sa réponse sera affirmative. Je l'espère, bien que je ne me fasse pas trop d'illusions. J'ai trop d'expérience syndicale ». Mais il ne propose rien d'autre. Il ne faut pas trop épiloguer sur cette pointe de franche lucidité, n'oublions pas que M. Blancho est maire SOCIALISTE et que, dans la perspective des futures élections, il n'a pas intérêt à trop heurter la « bonne volonté » du pouvoir).**

**« L'expérience syndicale » dont le maire fait état, d'autres en ont à revendre, et les représentants syndicaux nazairiens ne sont pas en reste pour... ne rien proposer. Thoby, au nom des syndicats, s'insurge certes : « Nous accusons le grand patronat de s'opposer et les pouvoirs publics de n'avoir rien fait pour favoriser l'implantation d'usines nouvelles... Nous n'acceptons pas que des ouvriers qui se sont usés au travail soient rejetés au rebut comme des machines... Nous ne voulons pas que nos fils, nos filles soient des déportés économiques. L'Etat doit subvenir aux besoins des travailleurs et ce sont les entreprises qui doivent s'installer là où il y a de la main-d'œuvre et non à la main-d'œuvre de s'expatrier vers des régions fortement industrialisées... Les organisations syndicales demandent une réduction de l'horaire du travail sans perte de salaire et un avancement de l'âge de la retraite avec des indemnités décentes... Nous exigeons des solutions à la dimension du problème ».**

**Mais chacun sait, et Thoby aussi bien que tous, qu'il ne suffit pas d'exiger pour obtenir . Ce ne sont ni les motions, ni les protestations, si énergiques soient-elles, qui feront céder le gouvernement et le patronat. Pour obtenir, il faut que la CLASSE OUVRIERE impose et cela nécessite l'utilisation d'autres moyens que ceux proposés.**

**Ce n'est pas du tout cette voie qu'empruntent nos représentants syndicaux. « Devant cette situation, nous avons mis sur pied un comité de défense de l'emploi » ajoute Thoby. « Ce comité de défense, composé de toutes les associations, groupements, commerçants, partis politiques se propose de mener l'action pour l'emploi dans la région, contre le chômage ».**

**Il faut donc lui laisser l'initiative et la résolution que l'on fit voter aux travailleurs au meeting est explicite à ce sujet, puisqu'elle déclare donner « mandat au comité de défense de l'emploi de la région nazairienne pour intervenir en leur nom auprès des pouvoirs publics et s'affirmer résolus de soutenir avec vigueur et permanence le dit comité dans l'action qu'il sera amené à poursuivre dans les mois à venir ».**

**Quand on sait qu'au sein de ce comité, des hobereaux, sympathisants de l'OAS, des députés UNR ou MRP et divers notables côtoient les représentants syndicaux locaux, on peut avoir une idée de la perspective dans laquelle les syndicats placent la lutte des ouvriers nazairiens.**

**Mais là, le bât blesse. De nombreux ouvriers trouvent curieuse, voire inquiétante, cette cohabitation et l'on put entendre ce genre de réflexion : « C'est quand même curieux que des gens qui sont d'habitude contre nous, se retrouvent avec nos syndicats. Cela cache sûrement quelque chose ». On a remarqué aussi que la direction des Chantiers avait accepté que les ouvriers faisant équipe le soir, reprennent le travail à 18 heures alors que, jusqu'à présent, après chaque débrayage se produisant dans la journée, elle lockoutait systématiquement.**

**Mais va-t-on en rester là ? Après la manifestation de mercredi, les problèmes subsistent avec la même acuité. Le sous-préfet a fait de vagues promesses à la délégation qu'il a reçue à la suite de la manifestation. Nouvelles commandes aux Chantiers ? peut-être. On envisage la possibilité d'une commande de deux paquebots. On annonce la commande ferme d'un ou peut-être de deux pétroliers. On envisage aussi, mais rien n'est sûr, l'implantation de nouvelles industries. « Quant à Renault, son implantation dans le département (Nantes - St-Nazaire) procurerait 1.500 emplois d'ici la fin de 1965 ». On envisage, on promet, il est possible... Mais, même si, dans le meilleur des cas, tous ces projets se réalisaient, le problème de l'emploi aux Chantiers ne serait pas pour autant résolu. Car les mesures envisagées ne permettront de créer des emplois nouveaux que dans un ou deux ans. Or, le chômage a déjà fait son apparition et menace de s'amplifier dans les semaines qui viennent. Déjà, des entreprises sous-traitantes ont licencié. Les Fonderies de Saint-Nazaire doivent définitivement fermer à la fin du mois, et les ouvriers des Chantiers attendent avec inquiétude la réunion prochaine du comité central d'entreprise, car, avec le départ du paquebot israélien « Chalom », le travail va manquer. La situation est-elle désespérée ? Certes les organisations ouvrières ne sont pas décidées à entamer la lutte. Certes aussi, les ouvriers nazairiens hésitent à déborder le cadre dans lequel on veut les enfermer, car ils ont à se battre dans des conditions difficiles. Mais ils ont montré à plusieurs reprises qu'ils étaient capables de passer outre les tergiversations de leurs « dirigeants ».**

**Les orateurs, les affiches qui tapissent les murs de la ville font allusion à la marche sur Nantes de 1933, les souvenirs de 1955 et 1957 sont encore frais dans la mémoire du prolétariat nazairien.**

**Et le prolétariat, par son nombre, sa concentration, son rôle dans la production, dispose de tels avantages sur la bourgeoisie que lorsqu'il est décidé, tout lui est possible.**

**Jean VIAL**

# La campagne pour l'élection présidentielle

(Suite de la page 1)

*Parlement, opposition qui ne mettait certes pas le régime en danger, pas plus que l'opposition socialiste, mais qui mettait pas mal de bâtons dans les roues des institutions parlementaires et dont la dépendance vis-à-vis de Moscou rendait impossible le soutien inconditionnel, car le P.C.F. ne peut souscrire à la politique extérieure de l'impérialisme français tant qu'elle est opposée à celle de l'U.R.S.S.*

*Ces deux problèmes, les hommes politiques de la Quatrième (c'est-à-dire les « républicains » et les bons « démocrates » d'aujourd'hui) auraient voulu les résoudre autant que de Gaulle, la différence n'étant pas au niveau des intentions, mais des possibilités. Ce que Mendès-France, Mollet ou Faure n'ont pas pu faire, de Gaulle l'a fait. Il a (profitant du 13 mai) imposé un changement constitutionnel renforçant l'autorité de l'exécutif et réduisant la représentation du PCF à un nombre infime. Et tout cela, rappelons-le, sur les ordre de la bourgeoisie (la même qu'aujourd'hui) et aux applaudissements de « l'opposition » (la même qu'aujourd'hui). Car la S.F.I.O. a voté la Constitution.*

*Et croirait-on que les mêmes Deferre et autres Guy Mollet reviennent sur ce qui fait aussi leur victoire ?*

*Certes, en politique, les intentions et les prises de position passées comptent peu. Un régime n'est pas suspendu dans le vide sur les seules options du personnage au pouvoir, le régime gaulliste pas plus que l'éventuel « régime » Deferre. Leur nature, leur caractère plus ou moins « démocratique », ainsi d'ailleurs que leur attitude vis-à-vis du P.C., dépendent du rapport des forces sociales. Du rapport des forces entre la bourgeoisie et la classe ouvrière, plus précisément.*

*Le régime Deferre ne saurait être plus « à gauche » et plus « démocratique » que le régime de Gaulle, que sous une forte pression de la classe ouvrière. Or, si la classe ouvrière a les forces non seulement d'exercer cette pression, mais de faire bien davantage, les organisations ouvrières ne songent nullement à utiliser ces forces à de semblables fins.*

*Comme des causes semblables entraînent des effets semblables, indépendamment de l'origine « socialiste » de Deferre, celui-ci ne pourra suivre une politique fondamentalement différente de son prédécesseur.*

*D'ailleurs, sa campagne électorale préfigure sa politique ultérieure. Le P.C.F. manifeste un étonnement d'une naïveté touchante en reprochant à Deferre de « combattre de Gaulle avec les armes de de Gaulle ». Mais pour ne pas combattre avec les armes de de Gaulle, il faudrait perturber l'équilibre social sur lequel celui-ci s'appuie, ce qui n'est ni dans les intentions de Defferre, ni dans celles de ceux qui le soutiennent déjà, ni même dans celles de ceux qui ne le soutiennent pas encore officiellement, comme le P.C.F.*

*N'étant qu'un futur de Gaulle « de gauche », il ne peut mener sa lutte électorale qu'en utilisant les mêmes atouts que le général. D'où son refus de se « laisser ligoter » par les différents partis, y compris le sien propre. D'où, à plus forte raison, son refus d'un programme commun avec le PCF. D'où, en un mot, son style baptisé « gaulliste », mais qui n'est que le style de tout chef d'Etat ou candidat chef d'Etat bonapartiste.*

*Le parti communiste promet monts et merveilles en cas de « victoire » du candidat de la « gauche » (nous reviendrons prochainement sur ce point) à « condition » que son « programme » soit « valable ». Au cas où cet avenir qui chante ne viendrait pas avec Defferre, il se contenterait d'affirmer que Defferre a « trahi » comme il le fit après avoir voté les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet.*

*Mais la responsabilité incombera aux organisations qui se disent ouvrières et qui préfèrent depuis longtemps la voie électorale à la seule voie qui peut conduire la classe ouvrière et toute l'humanité à un avenir meilleur : la voie révolutionnaire.*

**Georges KALDY**

Directeur-Gérant : M. SCHRŒDT
IMPRIMERIE PARISIENNE
WILSON - PROUDHON
86, avenue du Président-Wilson, 86
La Plaine-St-Denis (Seine)

Distribué par les N.M.P.P.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

# ECHOS DES ENTREPRISES

**LES « échos » publiés dans cette rubrique sont extraits des bulletins « Voix Ouvrière » qui paraissent régulièrement dans un certain nombre de grandes entreprises de la région parisienne et des autres centres industriels importants.**

**En effet, le présent périodique représente l'élargissement de l'activité que des militants ouvriers mènent dans leurs entreprises au moyen de ces bulletins, depuis plusieurs années déjà en certains endroits.**

**La dégénérescence des partis dits ouvriers, la sclérose des appareils syndicaux se manifestent en premier lieu dans leurs tracts et leurs journaux d'entreprise ou d'atelier, tracts et journaux qui n'expriment plus depuis longtemps ni les préoccupations, ni les sentiments, ni les intérêts des travailleurs.**

**C'est pourquoi, fin 1956 — alors que sur les ordres d'un Premier ministre « socialiste » les avions français bombardaient Port-Saïd, alors qu'aux applaudissements du parti « communiste » français les tanks russes écrasaient l'insurrection hongroise, alors que le premier avec la complicité du second envoyait les jeunes travailleurs français se battre en Algérie — parurent les premiers bulletins « Voix Ouvrière », simples feuilles polycopiées recto verso, destinées à faire entendre dans les usines la voix des ouvriers révolutionnaires.**

**Depuis, le nombre de ces bulletins n'a cessé de croître. Leur présentation est toujours la même : au recto, un éditorial commun — pour l'essentiel celui du présent journal —, au verso, des échos locaux se rapportant à chaque entreprise et commentant les faits majeurs de la vie de l'usine, dénonçant l'exploitation quotidienne et ses agents directs ou indirects, analysant et critiquant d'un point de vue révolutionnaire la tactique des centrales syndicales.**

**Ces bulletins paraissent tous les quinze jours, certains depuis plusieurs années, d'autres depuis quelques mois à peine, et tous ont rencontré, malgré l'opposition souvent violente des bureaucraties syndicales et politiques, un accueil favorable auprès des travailleurs qui peuvent ainsi connaître et vérifier les idées révolutionnaires sur les problèmes concrets qui se posent à eux journellement à l'atelier ou au bureau.**

**C'est pourquoi ces bulletins doivent se multiplier et paraître dans de nouveaux secteurs : partout où des prolétaires sont soumis à l'exploitation du capital. Expression d'une tendance révolutionnaire au sein du mouvement ouvrier, les bulletins « Voix Ouvrière » sont ouverts à tous les militants qui se réclament de la lutte des classes, à tous les travailleurs conscients.**

## RÉGIE RENAULT (Billancourt)

### S'ORGANISER

**Voici l'époque où l'activité syndicale est à son maximum : la reprise des cartes.**

**Il est significatif de constater à cette occasion que le pourcentage des syndiqués est très faible alors qu'on trouve peu d'ouvriers pour nier la nécessité d'une organisation ouvrière face à celle du patronat.**

**On nous explique que l'organisation c'est notre force : la formule est juste, encore faut-il qu'elle ne soit pas creuse.**

**Si tous les salariés avaient mieux conscience de leur condition et s'organisaient en vue d'abolir l'exploitation par les patrons, celle-ci ne durerait plus longtemps. Mais il est indispensable que les syndicats soient les instruments de cette lutte entre les mains de tous les travailleurs et contrôlés démocratiquement par eux.**

**En sommes nous là ? Certainement non. Cela changera-t-il tout seul ? Nous ne le pensons pas.**

**C'est pourquoi en ce début d'année les travailleurs qui en ont assez de la situation actuelle devront œuvrer à l'intérieur du syndicat de leur choix ou encore de l'extérieur pour que les décisions partent de la base et non pas qu'elles soient élaborées par des dirigeants décidant en cercle fermé pour tous les travailleurs.**

**(Extrait du n° 171 de la V.O. Dpt 37).**

●

### VISER HAUT

Les patrons tentent de justifier notre paye par nos capacités, nos responsabilités. Faire de nous des robots pour se prétendre les caïds voilà leur philosophie. Mais comme leur système a pas mal de défauts ils s'efforcent de nous persuader d'être des robots en nous collant leurs responsabilités. A tous les échelons on nous fait faire un travail plus qualifié que celui pour lequel on est payé d'après leurs barèmes. Mais en fait, même lorsque nous faisons effectivement un travail supérieur à celui pour lequel on nous paye nous ne sommes pas pour autant à la limite de nos capacités. Batailler pour se faire rémunérer à un échelon supérieur du barème patronal c'est perdre son temps. Ce qu'il faut, c'est unifier les salaires par le haut et viser à la responsabilité de la gestion de l'économie.

(Extrait du n° 164 de la V.O. Bureaux)

●

### EN STAGE POUR LA VIE ?

*A la D.U.M.S., il ne fait pas bon être stagiaire actuellement.*

*En effet la Direction aurait décidé de ne plus affecter les stagiaires dans les ateliers. Ces jeunes qui sortent de l'Ecole, effectuent souvent un travail, dont ils ont rarement la paye. La Direction s'en sert comme bouche-trou en attendant de leur trouver une place.*

*Il n'est pas question pour eux d'être pris au sérieux avant leur retour du service militaire.*

*Ces stagiaires sont employés souvent à des postes de maîtrise ou de techniciens. La Direction cherche souvent à les mettre en opposition avec nous, à leur faire prendre les ouvriers comme des gens réfractaires à la technique et au progrès.*

*Pourtant c'est à nous de montrer à ces jeunes que la seule solution pour s'en sortir c'est de lutter ensemble pour nos revendications. Nos problèmes sont les mêmes, ce ne sont pas quelques diplômes ou douze ou quinze ans d'âge qui doivent nous séparer.*

●

### LA REPRISE

Les bruits les plus fantaisistes courent en ce moment à l'usine. On parle de diminution d'horaires : les carnets de commande de la régie seraient en baisse et il serait question de revenir à 45 h. et même à 40 heures.

Mais cela n'est que bruits. Pour la direction les affaires sont florissantes, ceci allant de pair avec une augmentation sensible de la production.

Il est fort possible que momentanément la régie diminue les horaires de travail. Car la direction n'aime pas payer les ouvriers « à ne rien faire ».

Le premier exemple, c'est le chômage des ouvriers des forges le lundi 20 janvier. Prétextant une avance de pièces, la direction a fait chômer plus de 2.500 travailleurs en les indemnisant à 50 % par l'intermédiaire du fonds de régularisation des ressources. On parle aussi d'autres secteurs qui seraient touchés par ces diminutions d'horaires.

La direction en profite pour créer une psychose de licenciements en mutant, en mettant à la porte en douce et pour le moindre prétexte. Mais la direction a besoin de nous, la sortie du nouveau véhicule et la reprise du printemps sont proches. En fait, elle a trouvé un moyen économique de résoudre sur le dos des ouvriers ses problèmes de stocks. Mais pour nous, les problèmes importants sont : 1) **La diminution du temps de travail**, retour immédiat aux 40 heures, répartition du travail entre tous.

2) **La garantie du salaire**, même si l'horaire tombe au dessous de 40 heures.

La direction ne pense qu'à ses affaires, nous devons penser nous, à nos conditions d'existence. Il est grand temps de nous préparer à l'action. Que le printemps 1964 soit le coup d'arrêt aux attaques du gouvernement et du patronat contre notre niveau de vie. Ce ne sont pas quelques grèves tournantes qui feront céder la direction. Nous en sommes tous convaincus. La reprise doit être celle de la lutte sérieuse et l'organisation de la riposte.

(Extrait du N° 135 de la V.O. Bat « C »

### LES PENDULES A LA FERRAILLE !

**Actuellement la Direction du département fait changer de place les pendules poinçonneuses. Avec la fermeture prochaine de la porte de la rue Collas, on nous met les pendules au pied des nouveaux vestiaires. Tant que la porte Collas n'est pas fermée cela nous obligera le midi à traverser le département pour pointer après déjeuner. La Direction cherche vraiment à faire tout ce qu'elle peut pour nous gêner. D'autre part la nouvelle sortie est prévue sur l'avenue du Général Leclerc, c'est-à-dire à l'opposé de ces fameuses pendules. A l'atelier comme dans les bureaux, les mensuels au dessus du cœfficient 265 sont dispensés de pointage. Pourquoi pas nous ? Quelle brimade supplémentaire que de pointer ! Des contrôles de notre activité ce n'est pas cela qui manque à l'atelier. Si la Direction tient réellement à faire des économies, voilà une suggestion efficace.** Suppression du pointage pour tout le monde.

**Ce qui est possible pour quelques uns l'est pour tous. Le pointage ne sert à rien, si ce n'est à vous faire perdre du temps le midi et le soir.**

**(Extrait du N° 96 de la V.O. DPT 18).**

●

### AVEC AVRIL : NE TE DECOUVRE PAS D'UN FIL

*Les ouvriers de l'entretien qui assurent le service de nuit dans l'île, travaillent du samedi au dimanche dans le froid, le chauffage étant fermé dès l'après-midi du samedi. M. Avril leur conseille (ainsi qu'à ceux qui font le service du dimanche) de se réchauffer en travaillant.*

*L'hiver dernier le chauffage n'était pas arrêté, le froid était plus rigoureux, et on devait éviter de laisser geler l'huile dans les machines.*

*A l'atelier central, les aérothermes sont arrêtés. Le chauffage est inutile dans un atelier qui est parait-il une maison de repos. Mais une maison de repos doit être chauffée. A preuve les bureaux du 50/60, bien isolés du froid des ateliers et où le chauffage fonctionne aussi bien que dans les étages.*

*(Extrait de la V.O. Entretien n° 62)*

## AIR FRANCE (Orly Nord)

### DES PISTES POUR LES PIETONS

*Le matin, lorsque nous nous rendons à nos ateliers ou hangars respectifs pour commencer notre journée, nous sommes très nombreux à circuler sur le camp d'Orly. Comme il n'y a guère de trottoirs convenables, nous sommes bien souvent obligés de circuler dans la rue pour ne pas nous embourber. Mais il n'y a pas que des piétons. Il y a les cars qui amènent le personnel et qui roulent bien souvent à une vitesse excessive, alors que la vitesse-limite est de 30 km-h à l'intérieur du camp. Les piétons ne sont pas contents, car tous les jours, des accidents sont évités de justesse. On crie bien souvent après les chauffeurs qui ne respectent pas la sécurité, et c'est normal. Mais nous-mêmes, tous les jours dans notre travail, observons-nous toutes les règles de sécurité ? Non, bien sûr, car si nous les observions toutes, nous ne pourrions pratiquement jamais exécuter normalement notre boulot. Et pourtant, en les enfreignant, nous mettons notre vie et notre santé en danger et celle de nos camarades de travail. Les chauffeurs font tout simplement la même chose, car ils sont soumis à la même exploitation. Et c'est notre exploitation commune qui est la responsable et rien ne sert de nous disputer entre travailleurs condamnés à la même vie.*

*Pour diminuer les accidents, il faut diminuer le travail, diminuer sa durée, diminuer son intensité et là alors, tous, compagnons et chauffeurs, nous pourrons respecter les règles de sécurité.*

*En attendant, au lieu de mettre des panneaux de vitesse limitée, la direction d'Air-France, entreprise de pointe dans une industrie d'avant-garde à qui rien de ce qui est technique n'est inconnu, pourrait prévoir à l'intérieur de l'entreprise, des voies séparées, à des niveaux différents pour les véhicules et les piétons. Ça coûte plus cher que des panneaux ? Mais combien vaut une vie humaine ?*

Extrait du N° 37 de la V.O. Air-France

## CRÉDIT LYONNAIS (Paris-Richelieu)

### LES HAUTS MURS...

**Lorsque l'on travaille depuis plusieurs années au Crédit Lyonnais — et bien avant d'avoir les cheveux gris — beaucoup de choses ne nous choquent plus, ne nous révoltent plus. Peu à peu, on a fait de nous des esclaves modernes, on nous a déshabitués à être exploités.**

**Ainsi, simplement de signer le matin et qui plus est, chez le chef de service lorsqu'il est 8 h. 33, cela ne nous choquait-il pas les premiers jours ? Et aujourd'hui on l'accepte, comme quelque chose de normal. Nous acceptons d'être, non pas des hommes, mais des élèves. Cela ne vous est-il jamais arrivé de prendre un taxi parce que vous étiez en retard, simplement par crainte d'avoir « un retard » ? Et puis les réflexions d'un gradé, d'un chef, parce que vous vous déplacez pour aller discuter avec un collègue, quand ce n'est pas parce qu'une fille vient travailler en pantalon ou fume la cigarette. Pourtant, c'est lorsque nous sommes jeunes et révoltés que nous avons raison. On essaie de faire de nous des robots sans personnalité, des « bêni - oui - oui ».**

**Ah ! on les entend d'ici ceux qui disent « vous êtes payés pour travailler », « vous devez obéir au patron, au chef. » Eh bien ! quoi qu'en pensent les esprits chagrins, c'est le patron qui a besoin de nous pour réaliser des millions de bénéfices... bénéfices au profit de quelques-uns. Pour cela il nous paie — bien sûr — mais si mal.**

**Le jour, où nous travaillerons, non pour quelques-uns, mais au profit de l'humanité toute entière nous nous passerons alors de ces chefs qui, au prix de combien de reptations, de concessions à la bourgeoisie, sont soi-disant « arrivés ».**

**C'est collectivement que nous organiserons notre travail... et ce ne sera pas un crime d'être en retard — d'ailleurs si aujourd'hui nous oublions de nous réveiller le matin s'est bien parce que nous sommes crevés par nos 45 heures par semaine —, ce ne sera pas interdit de discuter d'autre chose que de ces horribles paperasses.**

**Aussi tant que nous le pouvons, nous ne devons pas accepter d'être méprisés et nous devons conserver notre indépendance despri,' notre jeunesse, pour, tous ensemble, nous libérer un jour, de ce joug qu'est l'exploitation capitaliste.**

**(Extrait du n° 40 de la V.O. Crédit Lyonnais).**

## CITROËN (Région parisienne)

### SAFAA... SAFIEN

Depuis plus d'un an nous devons payer 25 centimes les boissons et friandises mises dans les appareils de la SAFAA.

Nous pensions au début que cela était dû à une augmentation des produits. Mais, il n'en est rien. De source officielle, nous avons appris, qu'en fait c'était Citroën, qui, non contente d'avoir à bon compte des emplacements loués par la SAFAA avait jugé bon de prendre un petit bénéfice supplémentaire. Et, quand nous disons petit, cela ne correspond pas à la réalité. En effet, si nous faisons le calcul, 0,05 F de bénéfices multiplié par milliers à la fin de la journée, cela fait quand même un chiffre important.

Gageons que l'influence auvergnate y est pour quelque chose. Pour eux, un clou c'est un clou, surtout lorsqu'ils nous le prennent.

**PERMANENCE :**

**Tous les SAMEDIS de 16 h à 20 h**
**29, rue Château-Landon**
**— PARIS (X^e^) —**

## SNECMA (Paris XIII)

### POUR UNE VERITABLE AUGMENTATION DES SALAIRES

**Par voie d'affiche la Direction nous annonce : « Un aménagement aux traitements » du personnel de la S.N.E.C.M.A. Par une décision « unilatérale » la Direction a décidé d'augmenter les salaires de 2 % à partir du 1er janvier 1964.**

**La Direction précise aussi, que si dans les prochaines discussions elle accordait une augmentation, ces 2 % seraient déduits !**

**A la S.N.E.C.M.A. on prévoit tout dans les moindre détails. 2 % cela fait 20 francs pour un salaire de 1.000 fr. par mois.**

**Avec 2 % nous n'irons pas loin, l'augmentation du coût de la vie les a déjà repris. La Direction voudrait vous faire patienter » avec ses 2 %.**

**Pourtant nombre d'entre nous viennent le samedi en heures supplémentaires pour joindre les deux bouts.**

**Ce dont tous les travailleurs ont besoin c'est d'au moins 200 francs par mois. Cette revendication reste liée aux autres, diminution du temps de travail : le retour immédiat aux 40 heures, avec la garantie du salaire.**

**Si la Direction se croit quitte avec ses 2 % elle est loin du compte.**

**Seulement, pour obtenir la différence il nous faudra organiser notre lutte à l'échelle de ces revendications, car il n'est pas question que la direction les cède « unilatéralement ».**

**(Extrait du N° 27 de la V.O. SNECMA).**

# CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE (Saint-Nazaire)

## AVANT, PENDANT ET APRES LE « METINGE »

Les licenciements, les fermetures d'entreprises, les réductions d'horaires et les menaces de chômage créent un climat de mécontentement général. La colère des travailleurs gronde contre le régime et le gros patronat qu'il protège.

Il s'est constitué un large (??) « Comité de lutte contre le chômage », à majorité bourgeoise, qui mobilise sans encombre la population dans une manifestation... Trois discours standard : le porte-parole des syndicats qui implore le capitalisme d'implanter de nouvelles usines... Le maire des maires qui clame que les violences (?) ne sont pas monopole nazairien et que la responsabilité n'en incombe qu'en partie aux ouvriers (pour nous elle incombe **entièrement** à la direction)...

Le Président de la Sécurité sociale qui se gargarise en affirmant la fin d'une politique...

Tout cela analysé, se ramène à quoi ?

1) Il y a belle lurette que de nouvelles usines auraient été implantées si l'exploitation de la main d'œuvre humaine s'était avérée rentable.

2) Le Comité prépare ses audiences chez les ministres, Pompidou... et pourquoi pas de Gaulle ? Les « durs » de St-Nazaire diront « France-Soir » et Jean Nocher en appellent à l'autorité présidentielle.

3) Quant à la fin de la politique de chômage, nous sommes sceptiques, avec la reconversion de deux paquebots, et probabilité de transfert du bétail humain dans l'arsenal qui traite le marché... la construction de 2 tankers (dont la commande était signée avant le rassemblement) et l'éventualité de la construction de 2 paquebots et un méthanier expérimental. En fait de fin d'une politique, c'est redorer le blason gaulliste en retardant le chômage massif par l'exécution de commandes qui existaient, en réserve politique, avant la fermeture des fonderies.

La seule condition vitale consiste à apporter, **comme première étape** l'horaire hebdomadaire du travail à 40 heures.

b) A avancer l'âge de la retraite **comme première étape**, à 60 ans sans perte de revenus.

c) A instaurer l'échelle mobile des salaires et retraites de façon que le pouvoir d'achat progresse régulièrement, comme première étape, tous les 6 mois de 2 %.

d) Que l'Etat cesse de subventionner les producteurs pour accorder des indemnités aux consommateurs insolvables.

e) La grève générale effective est l'arme la plus sérieuse, et comme en tout, il faut un départ, pourquoi les 12.000 métallos nazairiens n'accompagneraient - ils pas les délégués du « Comité de lutte contre le chômage » jusqu'à Paris, Bastille de tous les pouvoirs.

## RETOUR AUX 40 HEURES

Pour les seuls chantiers de l'Atlantique un retour aux 40 heures de travail par semaine pour une production équivalente à celle de 1963 permettrait l'emploi de 1.600 autres camarades. Un calcul rapidement élémentaire le fait :

Plus de 8.000 employés × 8 heures = 64.000 heures non travaillées par semaine.

$\frac{6.400 \text{ h.}}{40 \text{ h.}}$ = 1.600 employés supplémentaires en faisant 40 heures et en faisant 35 heures, faites le calcul vous-même ! camarades.

(Extrait du n° 94 de la V.O. - Chantiers de l'Atlantique).

# CIFTE - LCF (Lyon)

## NE PAS LUTTER SEPAREMENT

La récente grève au L.C.F. sans être totale, a démontré cependant notre volonté et notre détermination de voir aboutir nos revendications.

Bien entendu, il ne fallait pas attendre de ce mouvement des résultats miraculeux ; il s'agissait de nous compter et d'avertir le patron que la coupe était pleine.

Cependant on s'interroge pour savoir la raison pour laquelle les syndicats n'ont pas organisé ce mouvement à l'échelle de toute l'entreprise. L'avertissement n'en aurait eu que plus de chance d'être entendu par les oreilles patronales. Indépendamment des différences catégorielles, nos revendications essentielles : diminution du temps de travail et obtention d'un salaire décent, sont les mêmes pour tous, que nous travaillions à la C.I.F.T.E. ou au L.C.F. Alors pourquoi lutter séparément ?

Nous ne savons pas quelle forme entendent donner les syndicats aux prochaines actions qu'ils envisagent. Aussi est-ce à nous de les entraîner, en allant voir nos délégués, à faire en sorte que nous soyons bientôt tous dans la lutte.

(Extrait du n° 11 de la V.O. C.I.F.T.E. - L.C.F. Lyon

# BERLIET (Venissieux)

## UNE « BONNE » TACTIQUE

« Partir d'actions particulières pour défendre des revendications particulières, pour aller à des actions générales, pour assurer la défense des revendications générales ».

Voilà la « tactique de lutte » que préconise la C.G.T. depuis de longues années (tract du 6 janvier). Et elle poursuit en montrant les « avantages appréciables » obtenus grâce à « cette tactique de grèves tournantes ».

Faut-il rappeler à la C.G.T., qui fait semblant de les confondre, que les grèves catégorielles et les grèves tournantes ne sont pas la même chose. Dans une grève catégorielle, une partie des travailleurs entre en lutte pour des objectifs limités à leur catégorie, et cette solution peut effectivement être la plus efficace dans ces cas-là. Les mouvements tournants nous ont été largement présentés, par la C.G.T. elle-même, comme la tactique la plus économique pour obtenir satisfaction y compris et surtout pour nos principales revendications d'augmentation de salaire, en débrayant un petit peu chacun à son tour.

En fait c'est en ce moyen d'action que représente les grèves tournantes que beaucoup de travailleurs n'ont plus confiance, et pour cause.

Si chez Berliet on croit encore à la C.G.T. en la vertu des grèves tournantes, il n'est pas inutile de rappeler qu'au sein de cette centrale syndicale tous ne sont pas du même avis. Ainsi par exemple la section CGT de chez Chausson écrivait dans un tract (dès 1962) : « Il semblerait aussi que nos mouvements tournants qui ont en 1959-1960, désorienté la Direction, étant donné que nous étions dans les premiers à les mettre en application, lui ont permis depuis, non seulement de se ressaisir mais aussi de pallier, par de nouvelles méthodes la réussite de ceux-ci. « Notre action a-t-elle été payante ? » En regard du sacrifice qu'ont occasionné les débrayages pour un certain nombre d'entre nous, objectivement, dans l'immédiat, nous disons NON puisqu'aucun pas en avant n'a été fait vis-à-vis de nos revendications générales qui sont : augmentation générale des salaires, la quatrième semaine de congés payés, les 40 heures sans diminution de salaire, la retraite à 60 ans. »

En effet, il est bien certain que les grèves tournantes gênent la direction, mais elles ne permettent pas de remporter sur elle une victoire. De même celui qui va à la chasse au tigre prend un fusil. Il ne se contente pas de « gêner » le tigre, en lui piquant le derrière à coups d'épingle.

Extrait du n° 52 de la V.O. Berliet).

# CABLES DE LYON (Lyon)

## LE BON MOMENT

**Nous avons pu remarquer dans la presse locale, pendant plusieurs jours consécutifs, que les Câbles ont fait passer des annonces d'offres d'emplois avec promesse de... bons salaires. Vus de l'intérieur ces « bons » salaires ne paraissent pas si « bons », c'est d'ailleurs la raison pour laquelle les Câbles manquent de personnel. En particulier à FECI, les boudineuses sont surchargées de travail ou arrêtées par manque de main d'œuvre.**

**Et pourtant il n'est pas si loin le temps où nous craignions les licenciements. Preuve s'il en était besoin que la sécurité de l'emploi est bien le dernier souci du patron : quand sa production lui commande d'embaucher, il embauche, et quand la production doit diminuer, il licencie.**

**Aussi le moment est-il propice pour nous de revoir nos principales revendications : diminution des horaires sans diminution de la paye, et augmentation des salaires, et de les faire aboutir. Ce n'est pas quand on reparlera de chômage que nous serons forts c'est maintenant, car le patron a besoin de nous.**

# NEYRPIC (Grenoble)

## A RETARDEMENT

La direction a reconnu qu'elle nous devait les 25 % des trois heures hebdomadaires qu'elle avait « oublié » de majorer depuis trois ans.

Cela fait, au total, un nombre d'heures impressionnant, près de 120, et représente pour certains d'entre nous 500 F 1964.

L'honnêteté la plus élémentaire voudrait que l'on nous verse cet arriéré immédiatement. Or la direction se propose de nous donner quelques minutes par ci, quelques francs par là, de manière à nous rembourser en trois ans.

Et puis quoi encore !

Pour l'ensemble des travailleurs touchés cela représente peut-être une dizaine de millions d'A.F., mais Glasser a montré qu'il était capable de les payer cash sans broncher pour payer l'indemnité de licenciement d'un ingénieur conseil.

A nous de savoir exiger notre dû !

## LES CHAMPIONS

Un peu partout dans les ateliers se dispersent les démonstrateurs. Ils doivent montrer comment utiliser au mieux la machine, pour telle pièce, mais, en fait ce qu'ils tentent c'est de trouver le meilleur rendement sur le plan de la production, mais peu importe que nous y usions notre santé et nos nerfs, ça ne regarde surtout pas M. Glasser.

Outre qu'il n'est déjà pas agréable de sentir quelqu'un sur son dos, pour nous faire marner, nous ne voulons pas savoir en combien de temps minimum le boulot peut être réalisé, parce que nous ne sommes pas des champions sur une piste olympique. Si le 100 m peut être couru au record à une vitesse de 36 km/h, on a jamais vu à champion égal, un coureur faire plus de 25 km/h environ sur le 10.000 m et si les intérêts de Glasser sont de sortir sa production à moindre frais, tout ce que nous voulons, c'est pouvoir vivre avec notre salaire, c'est-à-dire non seulement en avoir les moyens, mais aussi la force et le temps. Que les démonstrateurs fassent leur boulot d'étudier la pièce et de la manière la plus facile de la travailler, nous apprécions leurs services. Mais leur travail s'arrête là. Après, il défend les intérêts de Glasser au dépend des nôtres, et là on n'est plus d'accord, c'est un exploité comme nous ; c'est à nous qu'il doit rendre service, non à la direction.

(Extrait du n° 14 de la V.O. Neyrpic).

# MICHELIN (Clermont - Ferrand)

## LES LEÇONS D'UNE GREVE

La grève des chauffeurs de BMF, la semaine dernière, ne semblait pas au début se distinguer de celles que nous avons connues ces derniers temps : 150 ouvriers débrayaient pour obtenir la satisfaction de leurs revendications. Reclassification et augmentation de 0,15 F. C'était une grève partielle classique, quoi-qu'elle soit prévue pour 24 h. Ce qui la distingua des autres ce fut la réaction de la Direction : lock-out de plus de 5.000 ouvriers.

Michelin répondait donc à une grève partielle par une énorme gifle, montrant ainsi que « ces grèves courtes, répétées que nous préconisons le gênent terriblement » (extrait de la Voix des Bibs - Edition spéciale - « Avec les travailleurs de BMF ») mais qu'il n'est pas décidé à se laisser faire, et qu'il est prêt à répliquer.

Cette grève, qui vient à la suite de celles d'OCT et de la Mécanique dernièrement, a comblé la mesure de Michelin, d'autant plus que BMF est un secteur indispensable à la marche de l'usine.

C'est pourquoi Michelin a décidé de frapper un grand coup. Car accorder 0,15 F aux chauffeurs, c'était créer un précédent dangereux.

Ceci montre une fois de plus, s'il en était besoin, la politique des salaires de Michelin, qui préfère perdre de très grosses sommes, plutôt que satisfaire à une revendication malgré tout modeste.

En lock-outant, Michelin a voulu en finir avec tous ces mouvements. Il prenait les risques d'un durcissement des travailleurs, mais ces risques étaient limités. Si certains camarades se font encore des illusions sur la combativité de nos syndicats, le patron, lui, les connaît bien. Et il savait que, placés dans l'alternative d'étendre la grève à toute l'usine, seul moyen de lutter contre le lock-out, ou de faire reprendre le travail, ils n'hésiteraient pas. Et il ne s'est pas trompé, tant est grande chez nos « représentants » la sacro-sainte trouille d'une VRAIE GREVE.

Ils se sont contentés s'appeler, symboliquement, à des pétitions et délégations dans les autres secteurs ! ! !

Encore une fois, l'augmentation des salaires est une revendication commune à tous, et pour ceux qui regardent autour d'eux, dans les ateliers, beaucoup étaient prêts à faire quelque chose de sérieux.

Mais les syndicats ont cédé devant le coup de force du patron, demandant aux chauffeurs de reprendre sur de vagues promesses de discussions.

Cette politique est d'autant plus néfaste qu'au même moment Michelin faisait afficher une note de service où il expliquait qu'il allait tenter par des moyens de fortune de remettre les chaudières en marche, afin de faire cesser le lock-out : effrayée par les réactions des ouvriers, la Direction reculait. Ceci d'autant plus que le reste des usines Michelin de Clermont grondait de colère.

Ceux qui sont sensés être nos représentants, qui nous expliquent « qu'unie elle (la classe ouvrière) est invincible » ont en faisant reprendre les gars de B MF, commis un véritable acte de SABOTAGE.

***

Une fois de plus Michelin s'est réfugié derrière le plan de stabilisation gouvernemental pour refuser les 0,15 F que réclamaient les gars de BMF.

L'Etat est bien l'Etat des patrons.

***

Pour faire rester chez eux les ouvriers lock-outés, la direction a employé les grands moyens : presse, radio, et même les gendarmes. Qui donc a donné aux gendarmes l'ordre d'accomplir une telle mission ? Est-ce que la gendarmerie a un P.C. chez Michelin ? ou bien Michelin qui en a un à la gendarmerie ?

(Extrait du N° 99 de la V.O. Michelin.)

# HOSPICES CIVILS (Lyon)

## SALAIRES A CREDIT

**Faute de personnel au service de mandatement, le directeur nous fait savoir qu'il nous faudra attendre probablement jusqu'en février pour toucher les premiers rappels dus au personnel des labos, de radiologie et de pharmacie.**

**D'autre part, on nous promet pour bientôt la prime de service de 1962 ; il ne reste plus à faire qu'une petite démarche auprès du ministère des Finances. Quant-à la prime de 63, elle court toujours... biens malins sont ceux qui peuvent nous dire quand nous la toucherons.**

**Autant de parties de nos salaires qui vont nous être payées en retard, alors qu'il n'est pas question pour nous d'effectuer notre travail avec quelques mois de retard, ni de payer l'épicier ou le receveur de trolley à crédit. Essayons toujours d'expliquer au receveur de l'O.T.L. que nous le réglerons quand le rappel sera parvenu !**

**Si nous venons travailler aux H.C.L. c'est uniquement pour y gagner notre vie et il est inadmissible de ne pas toucher notre dû en temps voulu.**

**Que la direction ait des difficultés, cela ne nous regarde pas, elle n'a qu'à embaucher du personnel au service de mandatement et s'arranger rapidement avec le ministère des Finances : Ce n'est en tout cas pas à nous de faire les frais de son incurie.**

**(Extrait du n° 8 de la V.O. Hopices Civils de Lyon).**

# C.A.F.L. (Saint-Chamond)

## UNE SUGGESTION

Un peu partout dans l'usine, des affiches nous incitent à « voir, penser, agir... en matière de suggestions. Voilà le secret de la réussite ». Et, une prime de 50 francs est promise à tous ceux qui trouveront une manière, plus rentable pour le patron, de nous exploiter.

A ce tarif là, on se demande pourquoi on se crèverait à améliorer la production du patron. Mais nous sommes généreux, nous avons quelques suggestions à faire que nous offrons gratuitement.

Nous voyons de jour en jour notre niveau de vie se dégrader et nous pensons que ça ne peut plus durer, aussi, nous suggérons à la direction, une augmentation substantielle de nos salaires, égale pour tous, les 200 F par mois qui nous manquent pour boucler notre budget — ainsi que le retour immédiat aux 40 heures qui nous permettrait d'en jouir.

Et si, toutes ces suggestions n'ont pas convaincu la direction, c'est dans une action dure et unie que nous lui prouverons que nous avons raison.

N.B. — Il paraîtrait que le C.E. paye la moitié de la prime de suggestion. Mais cela paraît tellement invraisemblable que nous sommes sûrs que le C.E. opposera à ces rumeurs son démenti.

## UN REMEDE A LA SURDITE DE LA DIRECTION

La CFTC rappelle qu'il existe un cahier de revendications qu'elle a déposé depuis le mois de septembre, où elle demande notamment :

- La retraite à 60 ans pour les hommes, et 55 ans pour les femmes.
- La réduction de la journée de travail sans diminution de salaire.
- 10 % d'augmentation avec un plancher de 0,25 franc de l'heure.
- Augmentation de la valeur du point pour les mensuels.

Et alors ? qu'est-ce que cela change ? Nous savons tous par expérience que devant du papier le patron répond toujours passivement et fait la sourde oreille. Alors, pourquoi persister, et s'indigner faussement chaque fois que la même comédie recommence ?

La direction est sourde à nos revendications. Ce n'est que lorsqu'on les réclame en commençant à faire du bruit, qu'à son tour elle commence à s'y intéresser.

(Extrait du N° 11 de la V.O. C.A.F.L. - St-Chamond).

# PTT (Grenoble)

## LA SEMAINE (de 36 h.) DE L'AMABILITE

*« Le Progrès » a remercié dans ses colonnes, les standardistes de service, qui à la suite d'un accident survenu en Italie à une jeune mariée grenobloise, avaient permis au journal, par leur amabilité et leur promptitude toute particulière en cette circonstance, d'obtenir rapidement la communication avec l'hôpital de Spolette.*

*Ce que nous trouvons, particulier, nous, c'est que nos conditions de travail soient telles, qu'il faille une raison anormale, pour que nous fassions un service normal.*

*Car les usagers nous féliciteraient toujours de notre promptitude si le réseau était « normalement » moderne et développé, et nos services sans doute plus détendus, si nous n'étions surchargées de travail.*

*(Extrait du n° 13 de la V.O. P.T.T. Grenoble).*

# S. N. C. F. (Région Parisienne)

## LE FONDS QUI MANQUE LE PLUS !

Chaque fois qu'une pointe intense du trafic survient, la SNCF ne manque pas de demander à chacun de ses agents un nouvel fort exceptionnel, pour pallier le manque de personnel.

La dernière pointe a été pour Noël, la prochaine sera pour Mardi-Gras — pas pour tous les cheminots d'ailleurs — puis ce sera Pâques, la Pentecôte, les grandes vacances ensuite... et les fêtes de Novembre feront le joint avec Noël 64...

Si l'on tient compte que les fins de semaine sont toujours très chargées, que les classes de neige et les sports d'hiver assurent maintenant au trafic voyageur, une continuité qui n'existait pas il y a seulement quelques années, que les congés payés s'étalent jusqu'à fin octobre, on remarque que les périodes de pointe s'étendent d'un bout de l'année à l'autre, pratiquement sans interruption.

La Direction du S.E., toujours « généreuse » fait devant ces situations que ses augures n'avaient pas prévues, des efforts particuliers.

Rappelons les quelques francs nouveaux qu'elles avait accordés l'hiver dernier au moment des grands froids aux privilégiés qui avaient eu la « chance » de travailler dans des conditions déplorables au grand air glacial d'un hiver particulièrement rigoureux, n'oublions pas non plus les primes « estivales » pour les agents des services voyageurs (de quoi se payer le slip de bain des vacances).

Plus près de nous, pour Noël, elle a intensifié son effort en donnant aux agents de la manutention une prime exceptionnelle de 1 F par jour et par agent (ce qui au mieux a fait de 10 à 15 francs, par tête de pipe).

On ne peut mieux se moquer du monde.

— « Travaillez, donnez-vous de la peine, c'est le fonds qui manque le moins ».

Ce qui manque le plus c'est le fric et le personnel nécessaire pour combler ce fonds.

## LA BRICOLE DU BRICOLEUR

Dans la « Vie du Rail » n° 931 nous avons droit au « Salon permanent du bricolage ».

Cinq lauréats ont reçu de la rédaction du journal des primes de 25 à 50 F pour avoir inventé un emporte-pièce qui permet de fabriquer à l'aide de vieux pneus des rondelles à fixer sous le pied des chaises, ou un instrument permettant d'utiliser les morceaux de scie à métaux brisés.

Chacun sait que les cheminots, qui souvent font une double journée, utilisent leurs loisirs à bricoler pour se servir de choses cassées ou au rebut, c'est peut-être parce que leurs salaires ne leur permettent pas d'acheter une lame neuve ou des rondelles de caoutchouc.

La direction a une drôle de conception du cheminot : un rien les amuse, ces grands enfants, et pendant qu'ils font cela, ils ne s'occupent pas de leurs salaires et de leurs luttes.

Gageons que c'est de cela que la « Vie du Rail » les récompense d'une petite bricole...

## CAGE AUX LIONS

Que va-t-on faire des finances de la Gare du Nord ? La SNCF serait-elle victime à son tour de la crise du logement ? Si l'on en croit nos chefs, oui : il n'y a plus assez de place pour loger les valises. Mais, notre géniale direction eut tôt fait de trouver une solution : celle qui consistait à attribuer le local des finances à la consigne et transporter les finances dans le bureau des plis. Après le tassement des services existants et l'aménagement d'une cage dans un coin, les plans s'avèrent quasi irréalisables, les portes et la cage n'étant plus assez larges et grandes pour laisser passer et contenir la nourriture des fauves. Aux dernières nouvelles, nos chefs auraient résolu le problème en ne transférant qu'une partie du service, ce qui va d'ailleurs simplifier les relations entre les deux morceaux. En fait, ce n'est pas une question de local qui a entraîné ceux-ci à de telles initiatives. Ils se moquent pas mal du confort dans lequel se prélassent les valises et des clients et des difficultés que les agents rencontrent. à les entasser. Ce prétexte cachait d'autres noirs desseins, entre autres la compression du personnel. Pour cela, il leur suffisait d'étendre la polyvalence des agents à un service de plus et du fait de la centralisation ils obtenaient un plus grand rendement du personnel.

Dommage que l'on ne puisse pas mettre toute la gare dans le bureau des plis !.. C'est sans doute à cela que pensait l'auteur des paroles historiques suivantes : « Si j'étaits C.G., je ferais tourner la gare du Nord avec deux fois moins de personnel ».

Si la compression et le tassement des colis ont des limites, notre exploitation, aussi en a. Quant à la cage, à défaut de lions, nous pourrions peut-être y enfermer d'autres espèces de mammifères.

(Extrait du n° 101 de la V.O., S.N.C.F.)

•

# S. N. C. F. (Chapelle - triage)

## « LA PISTE AUX FOULURES »

*Dans son bulletin hebdomadaire le chef d'arrondissement attire l'attention des chefs d'établissements sur la recrudescence des accidents et surtout sur ceux dits de « plein pied ». Pour pallier cette situation il leur préconise une attention soutenue des agents dans leurs déplacements et une intervention auprès du service V. B.*

*Nous savons tous que nos camarades de V. B. font le maximum avec les moyens dont ils disposent. Quant à l'attention soutenue de notre part il est évident qu'il est impossible de faire attention constamment à la place où nous posons nos pieds surtout avec le service que nous assurons. La solution, elle, ne consiste pas à recoller les morceaux cassés mais à prévoir des passages suffisants dans les voies et le personnel nécessaire à l'entretien de ceux-ci et des lieux où nous circulons.*

*Le chef rend responsable de ces accidents les utilisateurs, c'est-à-dire nous mêmes, alors qu'il devrait prévoir des systèmes de sécurité, actuellement inexistants.*

*Dans l'immédiat, nous pouvons restreindre ce type d'accident en refusant de circuler là où les passages ne sont pas prévus, quitte à emprunter ceux-ci là où ils se trouvent.*

*Gageons qu'à ce moment là la direction fera le nécessaire pour aménager des passages et des pistes car, là, ce ne sont plus nos chevilles qui sont en jeu mais sa production.*

# SAVIEM (Saint-Ouen)

## DANS LE MEME BAIN

C'est le calme plat à la SAVIEM. Chacun de nous s'habitue à la perspective de se retrouver à la rue dans quelques mois, demain peut-être. Beaucoup sont déjà partis, ayant trouvé une place ailleurs. Ceux qui restent voient chaque jour arriver des nouveaux embauchés à l'essai ou sous contrats de 6 mois. Cela change l'atmosphère de l'usine. La Direction et y trouve son compte, elle a intérêt à embaucher à terme un personnel auquel elle n'aura à verser aucune indemnité de licenciement. Dans le même temps, les plus anciens partent en douceur, se privent ainsi des primes que la direction devrait leur payer en juillet. L'opération se passe ainsi sans douleur pour la SAVIEM.

Pour nous il en va autrement. Demain quand de nouveaux ateliers seront appelés à déménager nous nous trouverons sans défense, dans les plus mauvaises conditions pour entamer la lutte. Déjà, il y a presque plus de nouveaux embauchés que d'anciens et une lutte unie apparaît comme très difficile. Mais les nouveaux se retrouveront demain dans la même situation que nous et notre inquiétude est la leur. Si nous voulons faire quelque chose, obtenir non seulement des indemnités plus importantes mais surtout des garanties d'embauche, il nous faut d'abord faire l'unité dans nos rangs, aller vers les nouveaux et discuter tous ensemble de ce que nous pouvons faire et obtenir pour tous.

(Extrait du n° 43 de la V.O., SAVIEM).

# RHONE POULENC ( VITRY-SUR-SEINE )

## QUAND LE PATRON « REDUIT » LES HORAIRES

De différentes discussions dans l'usine, nous apprenons qu'il serait question que les samedis soient prochainement chômés. Mais... il nous faudrait une heure de plus par jour pour les récupérer, ce qui ferait passer la semaine de 44 à 45 heures. Comme retour, même progressif, aux 40 heures, il y a mieux.

Bien sûr, tout le monde apprécie deux jours de congés par semaine, mais ce que nous voulons, c'est le retour immédiat aux 40 heures. Ce que nous gagnons en congés, nous ne voulons pas le perdre en fatigue supplémentaire tout au long de la semaine. Lorsque les patrons prennent de telles initiatives, c'est qu'ils ne sont pas perdants.

Quant à nous, si nous ne voulons vraiment pas y perdre, il nous suffit d'imposer notre point de vue, c'est-à dire 8 heures par jour et pas plus. Et ça, c'est simple à obtenir, le jour où tous les travailleurs de Rhône-Poulenc décideront d'un commun accord de sortir 1 heure plus tôt, le patron n'y pourra rien.

## POUR UNE CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE

La Commission Paritaire de la Chimie s'est réunie les 21 et 22 janvier 1964. L'objet était la signature d'une Convention collective intéressant les conditions de travail et de rémunération de tous les travailleurs de la Chimie.

Les Conventions collectives ont l'intérêt par rapport aux accords d'entreprise, de généraliser les avantages : quand nous changeons d'usine nous voulons au moins pouvoir retrouver les mêmes conditions, de même que lorsque nous changeons de branche. Etre ouvrier dans l'industrie chimique ou dans la métallurgie, ou dans le bâtiment ne change pas le fait que nous ayons les mêmes besoins.

D'ailleurs pour gagner notre vie, la plupart d'entre nous passent dans différentes branches d'industrie. Seule une Convention collective commune à toutes les corporations, peut garantir les mêmes conditions. Fixer cela comme objectif c'est aussi permettre que les différentes luttes pour les revendications générales, qui se déroulent les unes après les autres, ne soient pas battues séparément comme c'est le cas à chaque fois.

La garantie du salaire, la garantie de l'emploi, une semaine de travail plus courte sont des revendications qui ne peuvent être satisfaites que par une lutte générale. Exiger que tout cela soit garanti par une convention collective nationale de toutes les branches d'industrie, c'est unifier la lutte de tous les travailleurs, c'est permettre qu'elle soit payante.

## ÇA VA BOUILLIR...

*« F. O. vous parle » marquera certes une date dans l'histoire du mouvement ouvrier : les gens de F. O. ont fait de grandes découvertes :*

*1) Les patrons veulent nous faire entériner la politique patro-gouvernementale de réduction du pouvoir d'achat, les cochons !*

*2) Les patrons ne veulent pas nous faire profiter des richesses dont nous sommes les producteurs (s'ils ne veulent pas changer, il faudra penser à leur dire à la prochaine réunion de l'U.I.C.).*

*Mais le plus admirable, dans ce papier rose, ce sont les propositions concrètes des amis de F. O. : «prenez conscience de vos intérêts (et oui si les patrons nous augmentent nous toucherons davantage à la fin de la quinzaine) et expliquez autour de vous que l'argent peut servir et allons l'imposer au coude à coude avec les travailleurs et tous les syndicats ». Eh oui, l'imposer, mais camarades de F. O., nous ne voulons pas nous battre pour 0,25 F de l'heure, d'ailleurs vous ne demandez que 0,25 F car vous espérer les obtenir par votre « bla-bla-bla ».*

*Nous, nous voulons plus, et nous savons que c'est seulement par la lutte que nous l'obtiendrons.*

## TOUJOURS A PROPOS DE L'U.I.C.

**Une explication doit nous être fournie par les syndicats : nous avions entamé une action, malheureusement sans suite, fin 1963 pour une augmentation importante (20 %) et la semaine de quarante heures sans réduction de salaires, chacun sentait la justesse de ces objectifs. Alors pourquoi à l'U.I.C. ne demander que 10 % d'augmentation ? Les revendications de chez Poulenc (qui n'est plus la boîte qui paye le mieux, mais qui est dans le « peloton ») doivent être valables ailleurs. Les revendications posées aux patrons à l'U.I.C. sont démobilisatrices, ce qu'il nous faut c'est 200 F par mois ou 1 F de l'heure pour tous et la semaine de 40 heures (pas progresivement) sans diminution de salaire.**

**(Extrait du n° 19 de la V.O. Rhône-Poulenc)**

# ASSISTANCE PUBLIQUE (Région Parisienne)

## LA PRIME ! TOUJOURS LA PRIME !

Cette année la prime est distribuée en deux fois. La première partie vient d'être donnée cette semaine, la deuxième le sera au moment des vacances.

Par une note de service, M. Damelon avait demandé que cette prime soit fixée à 2,5 % du salaire annuel. Ce fixe a soi-disant été respecté, mais nous avons pu voir que dans certains services deux agents ayant un même grade, un même salaire, n'avaient pas la même somme d'argent, le pourcentage supplémentaire de l'un étant parfois le double du montant de la prime elle-même.

Nous sommes contre ce système de prime, quel que soit le nom qu'elle porte, puisqu'il s'agit d'une partie de notre salaire retenue pour nous être payée sous des formes diverses, afin de nous donner l'illusion que nous recevons cette « gratification » comme une mesure bienfaisante de la direction.

Ces 2,5 % donnés en deux parties représentent le montant de 1963. Pourquoi le toucher en 1964 ? et pourquoi puisqu'il y a un fixe existe-t-il de telles différences ?

M. le directeur a fait remarquer à nos représentants C.G.T. que les 2,5 % avaient été respectés pour tout le monde, mais que rien ne l'empêchait de donner une gratification supplémentaire à qui bon lui semblait.

Nous ne pouvons accepter un tel marchandage et nous devons exiger que la prime, tant que nous ne serons pas arrivés à la faire intégrer dans notre salaire, soit distribuée d'une façon égale pour tout le monde, comme l'a fait le directeur de l'hôpital Hérold, qui a partagé la somme mise à sa disposition, entre tous ses agents sans distinction de grade.

## A TRAVAIL EGAL SALAIRE EGAL

**Nos futures camarades de travail, les « Bleues », veulent organiser une grève des stages pour l'augmentation de leur salaire qui est dérisoire, puisqu'il n'est que de 80 F pour une première année et de 120 F pour une deuxième année.**

**Les « Bleues » en organisant cette revendication se basent sur les « Municipaux » qui, eux, touchent un salaire d'agent hospitalier.**

**Avec la pénurie d'infirmière, les « Bleues » font un travail de « soignantes » et ont des responsabilités pour lesquelles elles ne sont pas payées. Ce qui est anormal puisque l'A.P. se sert des élèves pour effectuer le travail, elle doit les rémunérer.**

**Nous devons soutenir nos futures camarades dans leur prochaine lutte, en les aidant à organiser leur action.**

**Les « Bleues » sont dispersées dans tous les hôpitaux, et souvent elles sont seules dans un service recevant la pression constante des monitrices qui ne se gènent pas pour faire de la propagande anti-syndicale.**

**La grève des stages est justifiée mais il faudrait qu'elle se fasse en accord avec les « Municipaux ». Les avantages des écoles municipales sont valables, et les élèves doivent se battre pour les obtenir. Nous devons prendre contact avec les responsables des différentes écoles « Bleues » et « Municipaux » de manière à coordonner un mouvement et démontrer l'utilité d'une seule école qui aurait les avantages des « Municipaux » au point de vue salaire, et des « Bleues » au point de vue contrat.**

**Pour notre part nous devons exiger de la direction qu'elle considère les élèves comme des salariées et qu'en conséquence elle les rémunère comme telles.**

**(Extrait du n° 40 de la V.O., Assistance publique)**

# GENÈVE (Ivry)

## CHIEN DE GARDE

**La semaine passée un ouvrier peintre a été mis à pied trois jours. Motif ? Menace, insulte et grossièreté envers un chef.**

**Celui-ci est un chef de groupe qui veut sans doute faire oublier qu'il était un simple ouvrier il y a encore peu de temps, par son arrogance envers ses subordonnés. Ce jour-là, il a dû tomber sur un gars qui n'était pas décidé à se laisser traiter comme un chien, ce qui le mit de fort méchante humeur, jusqu'à provoquer une altercation ! Alors, comme un petit garçon incapable de régler ses affaires tout seul, il n'a trouvé rien de mieux à faire que porter un rapport à ses supérieurs et à la direction. Celle-ci s'est empressée, bien entendu, de prendre son parti, sanctionnant le seul ouvrier.**

**Car la direction est ravie d'une telle conduite, elle dont le but est de transformer toute la maîtrise en une chiourme dont le rôle serait de nous rendre beaucoup plus dociles à l'exploitation patronale.**

**Le rôle des chefs est d'organiser le travail. Ils sont payés pour cela, quelquefois pas beaucoup mieux que les ouvriers d'ailleurs. S'ils se cantonnent à ce rôle, rien à dire et nous devons les considérer comme des exploités comme nous tous. Mais si, éblouis par leur titre, ils se laissent prendre au jeu de la direction et acceptent de servir de gardes-chiourme à son profit, alors nous n'avons plus qu'à les traiter en ennemis directs comme tous ceux qui se sont rangés du côté des patrons.**

**Que ce chef de groupe ne l'oublie donc pas. Et qu'il ne se croit pas tout puissant parce qu'il est couvert par la direction. Celle-ci sait très bien laisser tomber ses meilleurs valets et les sacrifier quand ils dépassent les bornes et que notre colère devient dangereuse. A Genève même, un de ses collègues pourrait lui en fournir un exemple pas très lointain.**

## UN PROBLEME QUI DEMEURE

Mercredi 22 janvier, une équipe de tôliers débrayait deux heures pour protester contre l'accélération des cadences et les brimades qui l'accompagnent. En effet, la Direction avait supprimé un contrôleur au milieu de la chaîne et, pour chaque réparation, les ouvriers étaient appelés en bout de chaîne où ils devaient se déplacer avec leurs outils. Pour la moindre broutille les travailleurs étaient dérangés et, lorsqu'ils n'allaient pas assez vite, les remontrances pleuvaient.

Après avoir convoqué les délégués, la Direction a promis que les gars ne seraient plus dérangés pour un rien, mais qu'il était impossible de remettre le contrôleur à son poste. Ainsi, les deux contrôleurs devront maintenant effectuer le travail de trois, ce qui est une accélération des cadences mais au détriment des contrôleurs cette fois.

Le mouvement des tôliers a obligé la Direction à modifier sa tactique, et ce sont maintenant les contrôleurs qui font les frais de l'opération. Aussi, c'est tous ensemble, tôliers et contrôleurs, que nous devons nous opposer à l'accélération des cadences.

## LE CHOMAGE... OU L'ACTION !

Les gars de la chaudronnerie s'inquiètent, à juste titre, du manque de travail dans ce secteur (actuellement l'horaire est de 43 heures), Genève, en effet, va fabriquer pendant des années, la Marmont qui nécessite de la tôlerie mi-légère. Que va devenir la chaudronnerie si les fabrications à base de grosse ferraille (bennes, vide-ordures) disparaissent ? De plus, les usines de Paris vons s'installer à Lury et le reclassement des camarades de Paris va poser un problème. Si l'avenir de Genève semble assuré, le nôtre ne l'est pas. Face à cet état de choses que pouvons-nous faire ?

Des camarades seront-ils licenciés quand d'autres feront des heures supplémentaires. Cette alternative, qui se pose déjà dans certains secteurs de l'industrie française peut se poser rapidement chez nous. C'est la raison pous laquelle nous devons discuter de ces questions, y réfléchir, se préparer à l'avance.

Et ce qu'il nous faut mettre en avant, c'est la répartition, entre tous, du nombre d'heures de travail (actuellement, revendiquer 40 heures) et le salaire mensuel garanti, indépendant de la fluctuation du marché.

C'est maintenant qu'il faut y songer et il ne faut pas laisser à la Direction l'avantage de l'initiative car, lorsque les lettres de préavis seront arrivées, il sera peut-être trop tard.

(Extrait du n° 65 de la V.O. Genève).

# ASSURANCES GÉNÉRALES

## LE RETOUR AUX 40 OU AUX 45 HEURES ?

Depuis quelques temps, le travail supplémentaire a refait son apparition dans certains services de l'Accident. Les employés sont invités à emporter des dossiers à remplir à la maison. Les volontaires ne manquent pas, et d'ailleurs les chefs ne forcent personne.

Ce n'est pas, bien sûr, par amour des dossiers, ni qu'ils soient désolés d'avoir à s'en séparer jusqu'au lendemain matin que certains d'entre nous en emportent plusieurs chez eux tous les soirs. C'est évidemment pour améliorer un salaire dérisoire, souvent inférieur à 500 F, que des employés en arrivent là. Ils ont même l'impression de faire une bonne affaire, car ce travail est nettement mieux payé que le même accompli au bureau, et travailler chez soi est vraiment moins désagréable que s'il fallait rester une heure de plus à la boîte. Enfin, la nécessité nous obligeant à boucler, plus ou moins bien, le mois avec notre salaire habituel, tout gain supplémentaire peut alors servir à des achats d'agrément.

Mais est-ce là un moyen vraiment efficace pour améliorer sérieusement nos conditions de vie ?

Nous avons tous fait l'expérience que de rouspéter seul dans son coin contre les conditions qui nous sont imposées ne sert à rien tant que les autres acceptent ces mêmes conditions sans rien dire. Ce n'est qu'ensemble que nous sommes assez forts pour les changer. Le service des archives totalement solidaire a obtenu en 8 jours une revendication à l'échelle du service. Tous les services solidaires obtiendraient satisfaction sur des objectifs à l'échelle de la Compagnie : retour immédiat aux 40 heures, augmentation substantielle des salaires.

Or ceux qui acceptent le travail supplémentaire se désolidarisent de leurs compagnons de travail. Au lieu d'être tous unis dans un bureau, il y a ceux qui prennent des dossiers et ceux qui n'en prennent pas.

Et la soi-disant liberté de ne pas faire du rab est une belle hypocrisie ; car nous sommes tous jugés les uns par rapport aux autres, et les plus « zélés » rabaissent forcément aux yeux des chefs ceux qui font leur travail correctement mais qui pensent qu'à la maison, il y a mieux à faire que de remplir encore des dossiers.

A la manifestation du 3 décembre, nombreux étaient les cris et les pancartes réclamant les 40 heures. En prenant des dossiers chez soi, nous ne pouvons que permettre à la Direction, si ça devait l'arranger, de remettre l'horaire à 45 heures, comme l'été dernier.

(Extrait du N° 17 de la V.O. Assurances Générales.)

# PANHARD (Paris-XIII')

## SATISFAITS... OU REMBOURSES

La direction a trouvé une bonne combine pour nous obliger à ne pas refuser les horreurs qu'elle nous donne à la cantine. Il suffisait d'y penser !

Quand nous allons au restaurant « l'addition » vient après le repas. Et bien à Panhard on donne son ticket avant. A quoi bon rechigner sur les plats, puisque de toute façon nous avons payé ?

A nous de ne pas nous y laisser prendre ! Non seulement nous devons revenir à l'ancien système : ticket à la fin du repas mais de toute façon nous ne devons pas accepter « le boudin ou le poisson avarié rituel ». A nous « d'occuper » la cantine jusqu'à ce que le directeur nous considère comme des hommes et non des chiens. Si le repas est mauvais nous attendrons jusqu'à ce qu'un nouveau menu nous soit présenté

Attention Monsieur le gérant, les matelots du « Potemkine » ont tué leur capitaine et ont fait la révolution pour des vers dans la viande !

(Extrait du n° 27 de la V.O. Panhard).

# CSF (Levallois)

## NATIONALISATION BIDON

*Dans un article intitulé « Vers la nationalisation » de la C.S.F., « l'Antenne », journal des cellules communistes de la C.S.F. Levallois reproduit la proposition du groupe communiste à la Chambre. Ces propositions tendent à « limiter l'emprise des monopoles de fait » cela dans la perspective d'une démocratie réelle.*

*Il existe en France aujourd'hui un certain nombre d'entreprises nationalisées et nous pouvons voir tous les jours que cela n'a rien changé à la condition des travailleurs de ces branches ; l'exemple des cheminots, des mineurs, des gars de chez Renault le montre bien. C'est pourquoi, vouloir nationaliser pour limiter le pouvoir des monopoles sans renverser l'Etat capitaliste alors que celui-ci est leur instrument, est une utopie. En système capitaliste les nationalisations ne sont faites que dans l'intérêt de la classe bourgeoise qui les décide lorsqu'elle les juge nécessaires à la bonne marche de la production : (transports, source d'énergie...).*

*L'article 5 du projet est d'ailleurs une perle du genre ; il énonce : « les personnes physiques ou morales, actionnaires ou propriétaires des entreprises nationalisées... auront droit à une indemnité... Le montant de cette indemnité sera fixé d'une façon équitable par une loi ultérieure ». Indemniser équitablement ceux qui nous exploitent, voilà le dernier cri de la démocratie nouvelle.*

*La classe ouvrière ne pourra se libérer qu'en jetant à bas l'Etat bourgeois ; alors elle socialisera la production, elle la répartira dans l'intérêt de tous.*

*Mais ceci est une autre histoire...*

*C.S.F. - Levallois).*

*(Extrait du n° 13 de la V.O.*

# CSF (Issy-les-Moulineaux)

## LA VERITABLE SOLUTION

La menace du chômage pèse sur l'usine. C'est du moins le bruit que fait courir la direction.

Le compte rendu du dernier C. E. nous apprend que les syndicats ont proposé pour parer à cette menace ; que la direction oriente sa production vers les biens de consommation au lieu de la production de guerre. La direction a répondu, ce qui est logique de son point de vue, que sa production se fait en fonction de ses profits.

Mais la lutte contre le chômage, c'est la répartition entre tous des heures de travail. C'est-à-dire, actuellement la lutte pour les 40 h. Les syndicats l'ignorent-ils ?

Essaieraient-ils de convaincre le patron qu'il y a une autre solution ?

Nous, nous ne devons pas nous nourrir d'illusions. Nous organiser contre le chômage, c'est d'abord organiser la lutte pour les 40 h.

(Extrait du N° 56 de la V.O. C.S.F., Issy-les-Moulineaux)

# C. A. F. (Rue Viala, Paris-XV)

## NOUS LAISSERONS-NOUS FAIRE ?

*Les 3/4 d'heures que nous avons pour le déjeuner ne sont pas de trop si nous voulons manger tranquillement et récupérer un peu la fatigue de la matinée. Mais, de plus, par le biais des cartes de couleurs différentes, la direction nous oblige à prendre nos repas immédiatement après la sortie de notre service et un cerbère armé d'une montre veille à la cantine à ce que nous n'arrivions pas une ou deux minutes plus tard que le moment prévu. Ceux qui voudraient boire un apéritif ou tout simplement respirer l'air frais avant de faire la queue n'ont qu'à s'y plier (ou à ne pas manger).*

*La direction quelles que soient les raisons officielles qu'elle invoque, cherche dans ce domaine comme dans d'autres à nous humilier, à nous traiter en petits écoliers dont la journée doit être minutieusement réglée par ces hautes autorités de son arrivée aux bureaux jusqu'à son départ. En ignorant le cerbère et en fixant nous-mêmes le moment où il nous plait d'aller manger nous montrerions à la direction que si nous ne le voulons pas, elle ne pourra pas nous imposer des mesures qui blessent notre dignité.*

*(Extrait du n° 52 de la V.O. C.A.F.).*

# UCLAF (Romainville)

## A LA BONNE VOTRE

La numéro 26 de Roussel-Uclaf film nous fait savoir que par une instauration récente il existe une journée d'accueil pour les nouveaux (celle-ci étant réservée aux stagiaires pendant la périodes des vacances).

Les trois exposés qui composent celle-ci traitent de :

— La connaissance de l'entreprise.
— La sécurité.
— L'administration et les réalisations sociales de la Société.

La projection des diapositives nous montre les appareils les plus modernes dont s'est enrichie la Société, mais pas question pour ces nouveaux de voir ce qu'est réellement le travail d'une conditionneuse, d'un ouvrier de fabrication et des laborantines.

Pour ces derniers la sécurité est une part importante de leur travail et l'on ne dit pas à ces invités d'un jour que tel ouvrier vient d'être accidenté par une explosion parce que, faute de temps une cuve a été mal lavée à cause de la cadence UCLAF.

Quant aux réalisations sociales, la crèche mise à part, on se demande vraiment de quoi la Société veut parler ?

Peut-être inclut-elle dans les réalisations sociales les cours de perfectionnement qui ont lieu après le travail pour ne pas perturber la production et qui permettent au patron de bénéficier d'une main-d'œuvre plus habile.

(Extrait du N° 38 de la V.O. U.C.L.A.F.).

**Ce qui manque à nos salaires :**

**1 F de l'heure — 200 F par mois**

# CHAUSSON (Gennevilliers)

## SOMMES-NOUS EN MARCHE VERS L'UNITE ?

**Nous sommes heureux d'apprendre que dans un secteur de l'usine un groupe de camarades a décidé de passer à l'action. La semaine dernière, nos camarades du plastic avaient déposé leur cahier de revendications. Pour ne pas manquer à son habitude, qui consiste à gagner du temps en espérant ainsi décourager nos camarades, la direction a retardé le moment de la discussion. Nos camarades ont donc effectué un débrayage d'avertissement. Ils ont raison. Les demandes d'augmentation de salaires n'ont de chances d'être satisfaites qu'avec l'appui direct des travailleurs.**

**La semaine dernière, les syndicats ne nous ont pas prévenus de cette action. Nous ignorons donc le montant des revendications. Leur tâche consiste pourtant à faire prendre conscience aux travailleurs de leurs conditions d'exploités. S'ils ne nous disent rien et ne nous montrent pas que dans un secteur une lutte est engagée contre, nous pensons qu'ils manquent à leur tâche. Mais, d'ici là, ils auront peut-être réparé leur « oubli ». De toute façon, nous ne pouvons assister en spectateur à cette lutte. Nous devons faire nôtre la bataille qu'ils ont engagée pour leur salaire. C'est d'ailleurs la seule façon de faire reculer la direction car, ce qui constitue notre véritable force, c'est notre nombre. Nous devons donc nous organiser tous ensemble et nous préparer sérieusement. Nous avons dans le domaine des luttes une expérience riche d'enseignements. Nous savons, pour en avoir subi les conséquences désastreuses que les grèves tournantes ne nous ont jamais rapporté que des miettes. Nous devrons alors nous fixer des objectifs valables, en rapport avec la baisse de notre pouvoir d'achat (il nous faudrait 1 F de l'heure ou 200 F par mois) et susceptibles d'entraîner l'ensemble des travailleurs.**

**La direction Chausson ne peut céder que si nous frappons fort et tous ensemble.**

V.O. 7x10,6 Lachaux

## GARANTIE DE SALAIRE

**Le mécanisme du fonds de ressources a été déclenché pour les camarades de Panhard. N'ayant pas totalisé 44 heures de moyenne dans le dernier trimestre, ils ont été indemnisés sur les heures « qu'ils auraient dû » effectuer. Un camarade nous a montré sa feuille de paie dont le montant pour 2 h. 30 « de perdues » s'élève à 6,87 F environ alors que son taux effectif est de 3,69. Il est bien évident que cette indemnité est loin de compenser décemment les heures soi-disant perdues. Mais le fonds de ressources alimenté en partie par le patron et par nous est en fait un argument de plus pour nous, car cela nous démontre qu'un salaire décent n'est possible qu'en travaillant au-delà des 40 heures. Néanmoins, c'est une preuve de plus que pour tenir avec des horaires moins élevés que d'habitude, il nous faut une compensation. Nous ne pouvons que déplorer d'être indemnisés si peu, mais naturellement il serait contraire à nos intérêts de souhaiter faire plus d'heures de peur d'un salaire minable. Nous devons, au contraire, imposer les 40 heures avec un salaire garanti décent qui nous permette d'avoir une sécurité de salaire avec un nombre d'heures le moins élevé possible.**

# DESFOSSÉS (Issy-les-Moulineaux)

## UN MARCHE DE DUPES

Dans un article du numéro de décembre 1963 de « l'Imprimerie Française », le nouveau secrétaire général du Syndicat du Livre, M. Lafond, expose les problèmes que nous pose la survie (non prévue) du « Marché commun », à savoir entre autres, l'exportation d'une partie du travail dans les pays signataires du traité de Rome, ce qui risque d'entraîner pour nous une baisse de travail.

Mais voyons comment M. Lafond envisage les solutions :

1° « Remettre à l'ordre du jour nos relations avec les Fédérations Graphiques des six pays intéressés, voir et discuter avec elles des mesures à prendre pour que les conditions de travail soient alignées par le haut et non par le bas... »

On ne peut qu'approuver de telles mesures, encore qu'il soit honteux que rien n'ait été fait dans ce sens depuis mars 1957, date de l'institution du Marché commun.

Mais voyons plus loin ce que M. Lafond nous propose : « ... il faudra intervenir auprès du gouvernement pour que, puisque traité de Rome il y a, il soit appliqué dans sa lettre et dans son esprit, car il y a des tricheurs (sic) et ce sont bien souvent ces entreprises ou ces pays qui trichent qui nous enlèvent certains travaux. Et puis pour nous, sur le plan français, n'y a-t-il pas cette fameuse Déclaration commune, ne serait-il pas possible que dans son esprit nous envisagions avec les maîtres imprimeurs l'action nécessaire auprès du gouvernement, n'aurions-nous pas plus de poids et de forces si ouvriers et patrons intervenaient ensemble ? Il n'est pas pour autant question pour nous d'abandonner notre lutte (sic) revendicative, etc. »

Ainsi, les problèmes posés à **tous les travailleurs** des pays du Marché commun, dont le plus crucial est celui de la concurrence accrue à l'échelle nationale et internationale entre les patrons, qui amène immanquablement un renforcement de l'exploitation des travailleurs par le capital, se résolvent pour un dirigeant d'un syndicat ouvrier dans la collaboration de classe la plus éhontée. Les ouvriers et patrons, main dans la main, vont prier de Gaulle ou un autre représentant de la bourgeoisie de résoudre le problème de la concurrence capitaliste, de faire respecter leurs accords pourris.

La solution du point de vue des ouvriers du Marché commun est dans la politique de notre union à l'échelle européenne, dans une lutte commune menée contre nos exploiteurs communs.

Notre tâche est de regrouper tous les prolétaires européens, de les organiser, non pour aller de concert avec les patrons de la petite Europe des banquiers solliciter une politique chauvine pour nous briser les reins, mais ensemble ouvriers de ce fantôme d'Europe, imposer par la lutte aux différentes bourgeoisies, l'amélioration sensible de nos conditions de travail et de notre vie, car il s'agit de cela en attendant le moment où nous serons assez forts pour, ensemble, les rejeter eux et leurs larbins, dans le panier à salade de l'histoire.

**(Extrait du n° 81 de la V.O. DESFOSSES).**

# THOMSON (Gennevilliers)

## LE TEMPS DES PAROLES ET CELUI DES ACTES

**La semaine dernière, des délégués du personnel ont déposé les revendications des A.T.E. à la Direction, en donnant un délai de huit jours pour la réponse. En début de semaine, normalement, cette réponse doit être rendue. Nous ne doutons pas un seul instant qu'elle puisse être autre que négative, même si selon les bonnes habitudes de la T.H., elle est enrobée dans beaucoup de discours avec quelques miettes. Car la discussion ne sert qu'à montrer une fois de plus, lorsque c'est nécessaire, que seule l'action est, en définitive, capable de faire céder les patrons sur les revendications des travailleurs.**

**Et cette action, quelle sera-t-elle ? Pour obtenir 100 F par mois pour chaque A.T.E., il sera nécessaire d'envisager de mettre la Direction devant l'impératif suivant : « Vous aurez votre travail quand nous aurons notre argent. »**

**Car ce ne peut être que la crainte d'en perdre beaucoup plus qui peut faire rendre à la T.H. un peu de tout cet argent qu'elle amasse sur le dos de tous les travailleurs.**

**Pas de demi-mesures, seule l'action décidée peut donner la victoire.**

## UN ENFER OU IL FAIT FROID

Le magasin ferraille, qui est à 63 actuellement a toujours été le parent pauvre en ce qui concerne l'aménagement. Si la ferraille y est à l'aise, on ne peut en dire autant des camarades qui travaillent dans ce magasin, excepté dans le bureau du chef ; les courants d'air y sont permanents, ce qui, à cette époque de l'année, n'est pas particulièrement recommandé. Le magasin est ouvert à tous les vents, parce qu'on a bien pensé au matériel mais pas du tout aux bonshommes. Pourtant, de nos jours, il est courant de voir des machines placées dans des lieux climatisés où la température ne varie pas tout au long de la journée. Ce n'est pas une raison technique qui empêche un aménagement correct des lieux de travail, mais seule la mentalité des exploiteurs pour qui un homme mérite souvent moins de précaution qu'une machine.

A nous de leur faire ravaler leur mépris.

**(Extrait du n° 133 de la V.O. Thomson)**

Voix Ouvrière et les bulletins d'entreprise portant le même titre n'ont comme ressource que le produit de la vente et les soutiens de leurs militants et sympathisants. Voix ouvrière ne peut vivre et se développer, les bulletins d'entreprise ne peuvent se multiplier que si ces soutiens vont en augmentant. Chaque franc que vous nous enverrez c'est 100 feuilles ronéotypées de plus et peut-être 200 ou 300 travailleurs de plus qui connaîtront Voix Ouvrière.

**Les fonds sont à verser à nos collecteurs, diffuseurs et vendeurs ou à envoyer à notre C.C.P. N° 9424-78, Paris, au nom de Maurice Schroedt.**

29, rue du Château-Landon - PARIS-X^e

# LES NATIONALISATIONS

## béquille étatique pour monopoles impotents

APRES plus de dix ans de sommeil, la fée nationalisation vient de se réveiller pour promettre les même bienfaits et répandre les mêmes illusions. Elle est réapparue, pour la première fois, l'an dernier, lors de la discussion à l'Assemblée nationale d'un projet de loi, déposé par le groupe socialiste, portant sur la nationalisation des banques d'affaires. Le P.C.F. emboita le pas à la S.F.I.O., et depuis plusieurs mois — en fait depuis l'ouverture dans la « gauche » de discussions au sujet d'un candidat commun à l'Elysée — la presse politique et syndicale du P.C. mène une campagne systématique en faveur des nationalisations. Cet été, à l'occasion de la grève de la marine marchande, les Centrales syndicales découvrirent après coup, qu'elles tenaient là, solution de tous les maux. Plus tard, les mineurs de fer de Trieux devaient aussi se voir proposer la même revendication et c'est elle encore qui forme la substance du Livre blanc que viennent de publier les syndicats d'Air-France. Nous la retrouvons encore, sous forme de projet de loi déposé au bureau de l'Assemblée nationale par le groupe communiste, visant cette fois l'industrie électronique française. Avec l'enseignement et les Compagnies d'assurances, la liste s'allonge chaque jour, car il n'est semble-t-il aucun secteur de l'économie française qui ne puisse être sauvé, régénéré ou démocratisé, par cette solution magique : la nationalisation.

La formule n'est pourtant pas nouvelle. Elle prend ses lettres de noblesse dans le fonds idéologique du marxisme mais, après des décades de réformisme, la socialisation des moyens de production par l'état révolutionnaire des travailleurs est devenue cette vague revendication à coloration « socialiste », acceptée d'ailleurs, sinon revendiquée dans certains cas par la majorité des représentants de la bourgeoisie. Déjà l'encyclique « Quadragesimo anno » précisait en 1931 qu'il y a « certains biens pour lesquels on peut soutenir avec raison qu'ils doivent être réservés à la collectivité, lorsqu'ils en viennent à conférer une puissance telle, qu'elle ne peut sans danger pour le bien public, être laissée entre les mains de personnes privées ».

Une telle reconnaissance est inséparable de l'histoire politique économique et sociale de l'Europe capitaliste dans la première moitié du XXe siècle, c'est-à-dire du développement et du pourrissement de l'impérialisme européen.

Certes, dès l'ancien régime, l'Etat était maintes fois intervenu pour créer, encourager ou prendre à son compte, telle ou telle branche d'activité et la bourgeoisie une fois au pouvoir n'en fit pas moins, mais la première guerre mondiale allait accentuer et précipiter ce phénomène, en faisant de l'Etat un fabricant d'armes, un transporteur, assureur, magasinier, etc. Entre les deux guerres un certain nombre d'entreprises furent nationalisées dont les arsenaux et, en 1937, au terme d'une longue évolution, une Société nationale des chemins de fer français reprenait et centralisait les divers réseaux — presque tous déficitaires d'ailleurs — exploités par des compagnies privées, moyennant de larges compensations financières. La fin de la deuxième guerre mondiale allait amener une deuxième vague de nationalisations d'une ampleur sans précédent dans les vieilles citadelles capitalistes comme la France ou la Grande Bretagne.

La guerre avait ravagé les économies nationales, ruiné les installations énergétiques, démantelé réseaux ferré et routier, de nombreuses entreprises étaient détruites, presque toutes endommagées.

Il s'agissait alors de remettre en route la machine économique. Dès 1944, le gouvernement provisoire du général De Gaulle déclarait : « l'Etat seul possède actuellement l'autorité nécessaire pour assurer une telle tâche ». Le capital privé, débilité, ne pouvait s'en charger. L'Etat allait remplir son office de « conseil d'administration de la classe capitaliste » et nationaliser les branches industrielles plus assez rentables pour être « exploitées » par les capitaux privés mais dont le fonctionnement était indispensable à la vie économique. Quel que soit le verbiage électoraliste des partis de gauche, les nationalisations, loin d'être imposées à la bourgeoisie, furent préparées par elle. Elles étaient nécessaires au fonctionnement même du système capitaliste.

Au siècle de l'impérialisme pourrissant, l'économie, des vieilles nations européennes délabrées ne se maintenait plus que grâce aux interventions et au soutien de l'Etat. Par le jeu des monopoles, des subventions, des blocages replâtrages et protections de toutes sortes, l'économie était devenue à ce point artificielle que les lois du marché s'en trouvaient faussées et que certaines entreprises devenues non-rentables, mais reconnues indispensables au bon fonctionnement de l'économie, auraient risqué de s'effondrer ou de végéter si l'Etat ne les avait prises directement en charge. En outre, et ce n'est pas le moins important, les nationalisations, en situant le problème au niveau de l'Etat, permettaient de résister plus facilement à la pénétration d'impérialismes concurrents en « protégeant » telle ou telle production particulièrement nécessaire à l'expansion économique.

Faisant d'une même pierre deux coups, les nationalisations offraient encore à la bourgeoisie un autre avantage. Grâce à leur camouflage « socialisant », elles allaient à la Libération permettre la reprise en main du prolétariat, faciliter la relance de la production en faisant des entreprises nationalisées des fiefs du « produire d'abord, revendiquer ensuite ». Tillon s'adressant aux travailleurs de la S.N.E.C.M.A. de s'écrier : « Travailleurs, cette usine est à vous ! Sentez-vous cette bonne odeur d'huile ? ». Dans les Houillères nationalisées, la production de charbon devint un devoir patriotique que P.C.F. et C.G.T. exhaltaient avec toutes les ressources de la propagande, voire de la répression. Les « camarades » ministres étaient en place. La C.G.T. trônait dans les conseils d'administration des nouvelles sociétés nationales. Le travailleur produisait sans relâche, faisait des heures supplémentaires, sous la pression ou la surveillance des camarades délégués.

C'était il y a 18 ans. Les camarades ne sont plus ministres. La C.G.T. fait de la figuration (non-intelligente) aux conseils d'administration. La seule chose qui a survécue, c'est malheureusement la pratique des heures supplémentaires. Quant aux entreprises nationalisées, elles ont fort bien rempli leur rôle dans le système capitaliste dont elles sont un des rouages essentiels.

Ceux qui ont pu, à l'époque, nourrir des illusions sur la politique des nationalisations, ceux qui pensent aujourd'hui encore que ce serait une solution à leurs difficultés, ceux-là sont en droit de se demander pour qui les nationalisations de 1945 furent-elles une bonne affaire.

Pour les travailleurs ? Regardons plutôt les résultats. Sur le plan des salaires, depuis des années, les travailleurs du secteur public sont en retard par rapport à ceux du secteur privé, depuis des années leurs luttes n'ont pour objectif que de combler ce retard qui s'accroît de jour en jour. Faut-il rappeler les grèves de la S.N.C.F. de 1961, 1962, 1963, faut-il rappeler encore tout récemment la grève des mineurs de l'hiver 63 qui réclamaient l'alignement sur les salaires du secteur privé ? Pire, non seulement l'Etat-patron paye mal ses ouvriers, mais encore la notion de service public lui permet de faire appel contre eux aux armes de la réquisition et tout récemment du préavis de cinq jours, voté l'an dernier à la chambre des députés. Enfin que dire de la stabilité de l'emploi dans les entreprises nationalisées ! On a pu voir, unis dans une même grève — pour un certain laps de temps au moins — les mineurs des houillères nationalisées protestant contre la fermeture des puits et réclamant des garanties pour l'avenir du bassin houiller, et les mineurs de fer lorrains (les mines appartiennent à des sociétés privées), menacés par les mêmes dangers, réclamer eux, la nationalisation ! Quant à la Régie nationale des usines Renault, elle a licencié 3 000 travailleurs en 1960 en violation de la loi interdisant les licenciements collectifs tant que l'horaire hebdomadaire est supérieur à 40 heures.

Les travailleurs n'ont rien à attendre des nationalisations qui se font de toutes manières en dehors d'eux, sans leur participation, et qui n'ont d'autre objet, sous le couvert d'une façade « socialisante », que de servir les intérêts des capitalistes nationaux par l'intermédiaire de l'Etat. Car si les nationalisations ne sont d'aucun profit pour les ouvriers, elles sont au contraire une nécessité vitale pour les bourgeoisies européennes.

Grâce à elles, l'Etat a renforcé son rôle de client et fournisseur principal des entreprises privées, grâce à elles, il a pu entreprendre les frais d'études et de recherches que ne pouvait ou ne voulait supporter le capital privé, grâce à elles enfin et par le jeu des participations financières, il a aidé, soutenu, subventionné les défaillances des Sociétés privées.

C'est ainsi qu'Air-France, après avoir assuré les frais et pris les risques du démarrage des lignes africaines a cédé l'exploitation de ces lignes devenues très rentables les seules pratiquement de tout son réseau, à une compagnie privée créée pour la circonstance, l'U.A.T. C'est ainsi que la S.N.C.F. en maintenant anormalement bas le prix de trafic de certaines marchandises subventionne les grandes entreprises, que l'E.D.F. et le G.D.F. accordent des tarifs préférentiels à l'industrie, que la R.N.U.R. permet à toute une masse de sous-traitants ou de fournisseurs (il y en a des petits mais aussi des très gros : acieries, Chausson, etc.) de vivre et de prospérer grâce à un marché réservé.

Mais l'importance du secteur public est aussi sensible sur le terrain politique. L'Etat patron monte la garde pour tout le capital, c'est lui qui fixe le taux d'augmentation des salaires à ne pas dépasser, c'est lui qui, en bloquant les salaires du secteur public, permet au patronat de contenir les salaires privés. C'est lui qui brise, divise, dévie les mouvements revendicatifs par la répression : réquisition (cheminots R.A.T.P., Air-France) ou l'emploi de nouvelles tactiques de collaboration de classe : politique des accords d'entreprise, octroi de la 3e et de la 4e semaine de congés payés pour démobiliser les travailleurs à un moment déterminant et freiner l'extension des mouvements en cours.

C'est pourquoi la démagogie du P.C.F. et de la C.G.T. réclamant la nationalisation d'un certain nombre de secteurs-clés, est-elle beaucoup plus une offre de bons services — « nous serons les gérants loyaux du capitalisme » semblent-ils dire en paraphrasant Blum — qu'un programme « révolutionnaire ». *L'Humanité* du 7-1-64 en présentant le projet de nationalisation de l'industrie électronique, ne déclarait-elle pas : cela « doit assurer l'indépendance du pays. De nombreuses sociétés françaises étant liées à des groupes étrangers, certains d'entre eux acquérant ou créant parfois leurs propres usines en France ». Remise sur ses pieds, la politique des nationalisations reprend sagement sa place dans le programme électoral du candidat de la « gauche » à l'Elysée. Le député communiste Louis Odru, le reconnaît à propos de la propagande en faveur de la nationalisation des grandes Compagnies d'assurances : « les propositions du P.C.F. s'associent à la perspective d'une autre politique, d'un changement de régime, de l'institution d'un régime démocratique. Elle (la nationalisation) est une pièce versée à la discussion, dans le pays, en faveur d'un programme commun à toutes les forces démocratiques, élaboré par elles en commun » (cité par *l'Humanité* du 15-11-63).

Mais quels que soient les efforts du P.C.F. pour faire adopter par « tous les démocrates » son programme commun, l'adoption ou le rejet des nationalisations par la bourgeoisie française dépend aussi peu de lui que des travailleurs eux-mêmes. Si sur le plan de la propagande électorale tout est permis, sur le plan des décisions politiques et économiques, seuls entrent en ligne de compte les calculs de la bourgeoisie et les options qu'elle décide de faire quant à son avenir. Mais dans cet avenir et dans ses calculs, il y a une inconnue, une inconnue qui peut tout réduire à zéro, bouleverser les plans les mieux établis et renverser les tables de la loi capitaliste aussi bien que les programmes électoraux, cette inconnue c'est l'énergie et la conscience révolutionnaire du prolétariat qui lui, n'a pas dit son dernier mot.

**Michèle TOURNY**

# "A LA CHINE POPULAIRE"

## LE PATRONAT FRANÇAIS RECONNAISSANT

**AVEC la reconnaissance, par le gouvernement français, de la Chine Populaire, sera mis fin, du côté français du moins, à la fiction diplomatique qui fait qu'un Etat de 700 millions d'habitants n'existe pas, fiction qui dure depuis plus de 15 ans.**

**Pour les tenants du gaullisme cela montre le « réalisme politique » du régime actuel. La France reconnaît la Chine Populaire car on ne peut nier, disent-ils, l'existence d'un Etat qui groupe le quart de la population mondiale.**

**Pourtant voilà plus de cinq ans que de Gaulle est au pouvoir. La population de la Chine, son importance n'étaient pas moindres alors que maintenant. Et il ne fut pas question, ces années durant, de reconnaissance officielle. De Gaulle, parlant de la Chine en 1959, l'évoquait en des termes teintés de mépris et de racisme comme « une multitude jaune... bâtissant à force d'épreuves une puissance qu'on ne peut mesurer et regardant autour d'elle les étendues sur lesquelles il lui faudra se répandre un jour ».**

**Mais si de Gaulle se montre aujourd'hui « réaliste », ce n'est pas parce que ses préjugés racistes (ou plutôt ceux qu'il serait prêt à exploiter dans les masses), sa haine ou sa peur n'existent plus, mais plus simplement parce que les intérêts de la bourgeoisie française nécessitent un changement de politique, s'il le faut donc, il ne sera plus question d'évoquer le fameux « péril jaune » ; à la rigueur même on s'appesantira sur les rapports culturels nécessaires avec ce qui était naguère une « multitude » indifférenciée car la Chine présente maintenant d'intéressantes perspectives économiques pour la bourgeoisie française.**

**En effet, depuis que le conflit sino-soviétique a éclaté, l'U.R.S.S. a, sinon arrêté, du moins réduit considérablement et son aide économique et le simple commerce qui permettait à la Chine de se procurer les biens d'équipement nécessaires à son industrie. Ces biens d'équipement - machines-outils principalement - qu'elle ne peut plus se procurer en U.R.S.S., elle doit pourtant les trouver quelque part, coûte que coûte. Renouer avec le commerce mondial, et plus spécialement avec les pays capitalistes avancés, est donc une nécessité encore plus impérieuse maintenant qu'il y a quelques années, pour l'Etat chinois.**

**La bourgeoisie française l'a, en tous cas, bien senti qui a multiplié depuis quelques temps les missions économiques dans ce pays. En septembre dernier, c'était une délégation de chefs d'entreprises qui s'y rendait. Elle était suivie de peu par Edgard Faure dont le voyage et les déclarations favorables à la reconnaissance politique et au développement des échanges économiques, firent grand bruit à son retour. Actuellement encore, une mission économique et culturelle, composée de six députés tant du parti gouvernemental que de l'opposition, parcourt les grandes villes chinoises, après avoir été reçue, à Pékin, par le vice-président de l'Assemblée Nationale populaire chinoise. Si, jusqu'ici, la Chine populaire n'avait pas de réalité politique pour la bourgeoisie française, sa réalité économique, par contre, ne semblait pas faire de doute.**

**Ces perspectives sont d'autant plus alléchantes pour l'impérialisme français que le commerce franco-chinois est, pour l'instant, pratiquement négligeable. L'an dernier, les ventes de la France à la Chine représentaient moins de 1 % des ventes totales à l'étranger. Bien plus, ces exportations consistaient principalement en produits agricoles dont les deux tiers étaient constitués par des livraisons de blé.**

**Il y a là un marché à prospecter pour les industriels français, particulièrement dans le secteur des biens d'équipement. Or, ce secteur en France est à la recherche de commandes à l'heure actuelle (ce serait même là la principale raison, si l'on en croit la presse, du voyage de Giscard d'Estaing à Moscou, son but avoué étant d'ailleurs bien de développer les échanges franco-russes).**

**Bien sûr, la reconnaissance diplomatique de la Chine populaire peut avoir aussi des conséquences sur le plan politique international. Mais quelles que soient les vues de De Gaulle en la matière, elle était de toute façon, et en premier lieu exigée par les objectifs économiques de l'impérialisme français vis à vis du marché chinois.**

**D'abord, parce que les dirigeants Chinois eux-mêmes - dont le désir le plus cher est depuis toujours d'être admis dans le concert officiel des nations et en particulier à l'O.N.U. - ont pu faire de cette reconnaissance, un préalable au développement des échanges économiques, pouvant même promettre l'accroissement de ceux-ci si la reconnaissance était acquise.**

**Ensuite, parce que des échanges commerciaux importants sont pratiquement impensables sans des relations diplomatiques normales. Qu'un différend quelconque surgisse, par exemple, comment le résoudre sans que des autorités officielles puissent le trancher ? Quelles peuvent-elles être s'il n'y a aucune relation diplomatique ? Bien sûr cela peut toujours se faire par l'intermédiaire d'un pays « neutre » reconnu par les deux parties mais les capitalistes français se sentiront certainement plus assurés de la bonne marche des affaires conclues quand il existera à Pékin un immeuble où flottera le drapeau tricolore ; l'Etat national est toujours, à l'intérieur comme à l'extérieur, le garant suprême du respect des intérêts de la classe dirigeante.**

**Nul besoin de faire appel à la « conjonction » des politiques française et chinoise contre le traité de Moscou et la politique de « coexistence pacifique » des U.S.A. et de l'U.R.S.S. pour expliquer la reconnaissance officielle de la Chine par la France.**

**Certes, si De Gaulle peut se permettre un tel geste c'est bien parce qu'il est capable de mener une politique relativement indépendante des U.S.A. Ce que ne manquent pas de souligner les supporters du régime. Le journal « La Nation » déclarait à propos des réactions des U.S.A. : « La principale puissance atlantique paraît bien concevoir ses rapports avec les autres puissances de la même manière que le roi soleil concevait les siens avec ses courtisans. C'est une conception qui date. D'abord parce qu'il n'y a plus de courtisans ».**

**Cette indépendance vis à vis des U.S.A. a bien sûr des limites. La possibilité évoquée pour la France d'imposer le « neutralisme » dans le Sud-Est asiatique est un argument de propagande ou un rêve. De Gaulle peut prôner une neutralisation du Viet-Nam quand les américains y mènent la guerre, se rapprocher du Cambodge quand le gouvernement de celui-ci s'éloigne des U.S.A. Il peut même reconnaître la Chine populaire quand les américains y sont - pour combien de temps ? - fermement opposés. Il n'empêche qu'il n'y a stabilisation possible - sous la couleur du neutralisme ou sous une autre - dans cette région du monde qu'avec l'accord des Etats-Unis car ce sont eux qui au Laos, au Sud-Viet-Nam ou ailleurs font la guerre en armant, équipant, entraînant les forces de droite et les armées gouvernementales.**

**Mais cette indépendance politique, toute limitée qu'elle soit, est bien ce qui importe aux capitalistes français, car c'est elle qui leur permet, par exemple, d'envisager de prendre pied aujourd'hui sur le marché chinois, ce qui serait impensable si l'Etat français se trouvait entièrement lié à la politique des U.S.A.**

**Car toute la politique d'un Etat ne tient à rien d'autre qu'à servir les intérêts de la bourgeoisie quelles que soient les paraments idéologiques dont elle habille cette politique. Que le futur ambassadeur de France à Pékin y ait été précédé par la délégation du patronat français nous indique bien comment, et par qui, se prennent les décisions politiques d'un Etat impérialiste, même lorsque son chef s'appelle De Gaulle.**

**Jacques MORAND**

## VOIX OUVRIÈRE

ALORS que l'impérialisme ne parvient à développer les forces productives qu'en faisant planer sur l'humanité la menace de la mort thermo-nucléaire, que depuis des décades il n'y a pas eu une heure où les armes se soient tues complètement à la surface du globe, la classe ouvrière, malgré sa combativité maintes et maintes fois vérifiée, n'est pas parvenue à accomplir sa destinée historique : détruire la société capitaliste pour édifier un ordre nouveau supprimant l'exploitation de l'homme par l'homme, abolissant les classes et l'Etat garant de l'injustice sociale.

Depuis la faillite de la IIe Internationale sombrant dans le chauvinisme en 1914, depuis la bureaucratisation du premier Etat ouvrier, l'Union Soviétique, et la transformation de l'Internationale Communiste en un simple représentant des intérêts diplomatiques de la bureaucratie d'Etat russe, dans aucun des pays avancés du monde la classe ouvrière n'a réussi à créer une organisation de combat susceptible de lui faire conquérir le pouvoir.

Il est évident que le grand responsable de cette situation est le stalinisme. Il n'a pas seulement décimé les révolutionnaires intègres, trahi les luttes révolutionnaires du prolétariat international, en Chine, en Allemagne, en Espagne, en France, il a aussi complètement annihilé chez les militants et les ouvriers eux-mêmes la notion d'organisation du prolétariat.

De cette douloureuse expérience, de l'insuccès des tentatives de création d'une organisation « bolchevique-léniniste » capable d'accumuler l'expérience des luttes ouvrières, certains ont conclu que cette organisation n'était plus nécessaire, qu'elle était même nuisible, d'autres s'accrochent désespérément aux basques des « grandes » organisations, d'autres encore sautent d'un courant de « pensée » à l'autre. Plutôt que de s'atteler sérieusement à la tâche, ils n'ont fait que généraliser leur propre impuissance et leur propre insuffisance.

Quant à nous, fidèles à la tradition de Lénine et de Trotsky, nous œuvrons dans la mesure de nos moyens à la construction d'un tel parti.

**FACE**

- **à la dégénérescence opportuniste des partis ouvriers traditionnels, parlementaristes et chauvins,**
- **à la bureaucratisation des organisations syndicales désertées par les travailleurs,**

**« VOIX OUVRIERE » veut :**

- **Défendre les idées révolutionnaires, dans la ligne de la révolution russe d'octobre 1917, des premières années de l'Internationale communiste, de la lutte de l'Opposition de gauche contre la bureaucratie stalinienne.**
- **Montrer la justesse du point de vue révolutionnaire dans les grands événements de la politique internationale comme dans les petits faits de l'exploitation quotidienne.**
- **Regrouper tous ceux qui militent sur le terrain de la lutte des classes.**
- **Contribuer à l'organisation du prolétariat sous toutes ses formes.**
- **Œuvrer à la construction du parti révolutionnaire nécessaire pour que puisse triompher la révolution socialiste mondiale.**

## JANVIER 1933 - MAI 1945

# LA NUIT LA PLUS LONGUE

Le 30 janvier 1933, le vieux maréchal Hindenburg confiait la chancellerie au « caporal bohémien » Adolf Hitler.

Mais ce n'était pas un changement de gouvernement comme les autres, et la nuit qui suivit fut une des plus extraordinaires que l'Allemagne ait connues.

A Berlin, des heures durant, des centaines de milliers d'hommes brandissant des flambeaux allaient défiler sous la porte de Brandebourg, pour acclamer le « chef ».

« Führer, wir folgen Ihnen », nous te suivons !

Et pour ceux qui ne suivaient pas, une autre marche aussi commençait ce soir-là. Communistes, socialistes, militants ouvriers, opposants de toutes tendances, allaient prendre les chemins des prisons et des camps d'où si peu reviendraient.

Ce fut une nuit extraordinaire, elle devait durer 12 ans.

La crise qui atteignait son apogée ce soir-là ne datait pas de la veille, elle remontait en fait à 1919, au traité de Versailles.

L'Allemagne était en 1914 le plus jeune et le plus dynamique des impérialismes européens, trop jeune même pour avoir pu participer activement au grand partage colonial du monde. C'est pour remettre celui-ci en question qu'elle entra en guerre.

Non seulement la défaite l'empêcha de réaliser ses plans, mais elle lui fit perdre, en plus de ses quelques colonies, une partie non négligeable de son territoire national.

La stabilité économique et sociale de l'Allemagne, étranglée et mutilée par le « diktat » de Versailles, fut des plus précaires. Après être péniblement sortie de la période de guerre civile qu'inaugura la révolution de novembre 1918, elle n'échappa à la catastrophe en 1923, que grâce à l'aide américaine. La crise mondiale de 1929 allait la frapper plus durement et plus rapidement encore que tous les autres pays.

Mais les onze années écoulées depuis la fin de la guerre avaient permis à l'extrême-droite allemande de s'unifier et de s'organiser solidement. Le parti nazi s'était considérablement développé depuis le jour de 1920 où Hitler en était devenu le septième membre. Officiers subalternes et sous-officiers, démobilisés et incapables de retrouver une place dans la vie civile, étaient venus grossir ses rangs peu à peu, souvent après être passés par l'école de la conspiration militaire quand ce n'était pas par celle de l'assassinat politique. Ils y avaient retrouvé, pêle-mêle, étudiants et petits bourgeois nationalistes et authentiques membres du « milieu » à la recherche d'une caution politique.

Cette armée hétéroclite avait des cadres qui la représentaient dignement : Gœring, ancien capitaine morphinomane ; Roehm, ancien capitaine lui aussi, mais homosexuel ; Streicher qu'on ne voyait jamais sans un fouet à la main ; Himmler, éleveur de pigeons, devenu tortionnaire ; Hess, qui sombra dans la folie.

Un tel parti ne pouvait mieux choisir en prenant comme héros le souteneur Horst Wessel.

Mais la propagande de ce parti allait s'adapter à la mentalité et aux préjugés de la petite bourgeoisie, jetée à la rue, ruinée par la crise, qui ne trouvait pas dans les partis ouvriers des hommes capables de transformer la société. Le parti communiste, comme le parti socialiste, ce dernier surtout ayant déjà participé au gouvernement, n'avaient à offrir qu'un maintien du statu quo, de la « démocratie » dont la société crevait. Le parti nazi, au contraire, proposait de porter le feu à la vieille société, de construire un « ordre » entièrement « nouveau », débarrassé à la fois des « exploiteurs », des juifs et des communistes. Verbiage qui plaisait d'autant plus aux petits bourgeois enragés que c'était le leur. Hitler se contentait de répéter plus souvent ce que lui renvoyait l'écho, et sa « doctrine » était faite de tous les préjugés qui traînaient.

Depuis sa fondation, le N.S.D.A.P. vivait en grande partie avec l'argent d'un certain nombre d'industriels allemands qui entretenaient ainsi des troupes de choc anti-ouvrières. Au fur et à mesure que la crise s'aggravait, le nombre des soutiens des nazis augmentait et finalement Hitler ayant fait la preuve qu'il pouvait mobiliser et armer plusieurs centaines de milliers d'hommes contre le péril rouge, ce fut une réunion des magnats de l'industrie allemande qui décida, en janvier 1933, de lui donner la chancellerie.

Réclamant des fonds pour les élections de mars 1933, Gœring ne déclarait-il pas aux chefs de l'industrie allemande qu'ils devaient avoir à l'esprit que ces élections seraient sans doute « les dernières pour les dix années sinon pour les cent années à venir ».

Incapable de maintenir son ordre avec ses moyens classiques de répression, la bourgeoisie allemande confiait cette tâche aux bandes nazies. Gœring commença par créer, en Prusse, une vaste police supplétive composée, pour l'immense majorité, de membres des Sections d'Assaut. Par la même occasion la terreur S.A. était ainsi légalisée.

Désormais, un appareil de délation et de répression pénétrait dans chaque quartier, dans chaque immeuble, dans chaque famille presque, par l'intermédiaire du parti Nazi.

L'Eglise allemande, catholique comme protestante, prit d'emblée une attitude favorable à Hitler. La morale chrétienne promettait de bien s'acclimater à l'ordre nouveau, et si certains évêques firent, par la suite, figure d'opposants, c'est uniquement quand les nazis essayèrent de liquider toute indépendance du clergé, de créer une « Eglise nationale allemande », une religion où il n'y aurait plus eu sur l'autel que « Mein Kampf » et une épée !

La force armée traditionnelle, la Reichswehr, les généraux, si fiers de leur sens de l'honneur, de leur culture et de leur éducation, assistaient à ce spectacle, s'inquiétant seulement des excès que pourraient commettre les petits bourgeois trop crédules en la démagogie « socialiste » du nazisme. Les jours de ceux-là étaient d'ailleurs comptés, et on sut les faire rentrer dans le rang, quand on ne les liquida pas plus radicalement.

Il y eut, bien sûr, immédiatement, un autre type « d'excès », mais celui-là inquiétait bien moins les milieux dirigeants de l'économie. Un peu partout, dans les premiers mois de 1933, fleurissaient, sous prétextes politiques, le vol, le crime, la torture. La tourbe humaine que le nouveau régime avait érigée en puissance d'Etat, assouvissait librement ses instincts.

La bourgeoisie se contenta d'abord de se pincer le nez, mais, puisque c'était tout de même un spectacle désagréable à voir en public, on créa tout un système de camps de concentrations et on les confia aux unités spécialisées de « S.S. Têtes de morts » rassemblant les volontaires, amateurs de ce genre de « travail ».

Et les militants ouvriers furent les premières victimes.

Le prolétariat payait l'incapacité de ses partis dirigeants à organiser une lutte anti-fasciste efficace. La social-démocratie, depuis la grande trahison de 1914, n'avait cessé de se compromettre avec la bourgeoisie. C'est elle qui avait dirigé la répression des mouvements révolutionnaires de 1918-1919, et on ne pouvait pas espérer que, d'eux-mêmes, ses dirigeants viendraient à une autre politique.

Mais il y avait encore derrière eux des milliers de travailleurs, et, au lieu d'essayer de mobiliser ceux-ci dans une politique de Front Unique, la direction stalinienne de l'Internationale Communiste qui n'osait pas encore parler de « rénover la démocratie », utilisa la vieille haine qui couvait dans le cœur de tous les ouvriers révolutionnaires contre les assassins de Liebknecht et de Luxembourg pour dresser ouvriers communistes contre ouvriers socialistes.

« La social-démocratie et le fascisme sont des frères jumeaux, il faut d'abord vaincre les socialistes » disait Thaëlmann, et pendant que « Front Rouge » et « Front de Fer » en venaient aux mains, les bandes brunes se rendraient maîtresses de la rue.

La victoire nazie ne changea rien à cette attitude. Et pendant que ce qu'il y avait de meilleur dans le prolétariat allemand tombait dans des combats de francs-tireurs en défendant, parfois mètre par mètre, les quartiers ouvriers, une partie des chefs sociaux-démocrates et des cadres syndicaux essayait, en vain le plus souvent, de s'intégrer au nouveau régime, tandis que le P.C., devenu clandestin, affirmait que l' « expérience du nazisme » enlèverait aux masses leurs derniers préjugés parlementaristes, et rapprocherait l'heure de la victoire prolétarienne !

Le « Reich millénaire » ne devait durer que 12 ans, mais aujourd'hui, même si le danger fasciste apparaît moins imminent qu'il y a deux ans, une partie importante des cadres de l'appareil d'Etat français est acquise au fascisme, et nous devons nous souvenir du 30 janvier 1933.

Réduite, pour survivre, à remettre le pouvoir entre les mains de la pègre brune, la bourgeoisie allemande signait, il y a 31 ans, son bilan de faillite sociale.

Et pourtant, il y avait déjà suffisamment, à l'époque, de beaux esprits pour discourir sur les mérites des voies pacifiques et parlementaires, vers le socialisme, mais ils n'empêchèrent pas, et ce ne sont pas demain leurs successeurs qui pourront le faire, la bourgeoisie de sacrifier des siècles de culture pour sauver son coffre-fort.

A cette société grosse d'un monde nouveau, mais risquant d'en crever, c'est un parti capable d'appliquer les fers de la révolution prolétarienne que nous devons donner, si nous ne voulons pas connaître, à notre tour, la nuit et la barbarie.

**Yves LE GAL**

# LE DÉSARMEMENT MORAL

**Le 21 janvier, la Conférence des dix-sept sur le désarmement a repris ses travaux. Ce n'était pas son premier ajournement, et ce n'était pas non plus la première conférence du genre, loin s'en faut. Et jusqu'à présent il n'y a guère que l'industrie hotelière helvétique qui en ait tiré un avantage substantiel.**

**Mais cette fois-ci, si l'on en croit la presse, les points de vue de l'Est et de l'Ouest se sont rapprochés au cours des dernières années, et « Le Monde » en particulier s'est interrogé dans une série d'articles, sur « les chances du désarmement ».**

**On peut discuter à perdre haleine sur les propositions soviétiques et américaines au sujet du « calendrier du désarmement », des modalités de contrôle, de la force de « dissuation transitoire minimum », sur la création d'une « force de paix » des Nations Unies. Mais le véritable problème est de savoir si l'idée du désarmement, que tous les militants socialistes considéraient il y a quarante ans comme une utopie bourgeoise destinée à tromper les masses, est aujourd'hui devenue une possibilité, ou bien si l'U.R.S.S. en jouant cette comédie, les différents P.C. en s'y prêtant, affichent une fois de plus qu'ils n'ont plus rien de commun avec le socialisme et avec le marxisme.**

**L'idée du désarmement est vieille comme l'impérialisme. Il n'est aucun Etat qui ait jamais osé proclamer ouvertement ses volontés bellicistes, créer un ministère de « l'offense nationale ». Tout impérialiste prétend qu'il n'arme que dans le seul but de se défendre, et que si les autres pays consentaient à désarmer, lui en ferait autant. D'où la nécessité de réunir périodiquement des conférences du décarmement pour prouver que « les autres » ne veulent pas désarmer, et qu'il faut donc continuer à assurer la « sécurité » du pays. Hitler lui-même, avant de relancer la machine de guerre allemande, s'était senti obligé d'aller démontrer devant la S.D.N. la mauvaise foi de l'Angleterre et de la France, qui en signant le traité de Versailles s'étaient engagées à désarmer, comme ils avaient obligé l'Allemagne à le faire.**

**Mais croire qu'un Etat bourgeois puisse désarmer totalement ne relève pas seulement de la pire naïveté, mais aussi d'une totale méconnaissance de la réalité, car si comme le disait Engels, l'Etat, c'est « des bandes armées pour la défense de la propriété », lui demander de désarmer équivaut à le prier de se suicider.**

**Car en dehors même des problèmes de relations extérieures entre Etats, la bourgeoisie a besoin d'un minimum de forces militaires pour maintenir sa domination, pour pouvoir réprimer des soulèvements populaires. Et c'est la raison d'être première de l'armée. Les impérialistes le savent bien qui n'ont jamais essayé de priver totalement leurs rivaux vaincus de cet appareil indispensable à la société bourgeoise. Le traité de Versailles en 1919 laissa à l'Allemagne une armée de guerre civile de 100.000 hommes destinée au « maintien de l'ordre », comme l'armistice de 1940 laissa à la France de Vichy un minimum de forces armées.**

**Le bourgeoisie, pour maintenir sa domination, à l'intérieur et à l'extérieur dans les pays ex-coloniaux, comme la bureaucratie soviétique pour conserver ses privilèges, ont besoin d'un minimum d'appareil militaire auquel elles ne sauraient renoncer sans se nier elles-mêmes. Pour cette simple raison l'idée du désarmement est un non-sens politique auquel seuls peuvent croire ceux qui ont abandonné tout point de vue de classe prolétarien.**

**Mais peut-on penser que les différents Etats soient encore capables de se mettre d'accord pour conserver seulement ce minimum, et pour renoncer au reste de leur armement.**

**Il faut bien voir tout d'abord qu'en théorie, la réduction des armements ne serait nullement un obstacle à la guerre. Même si les impérialistes, par miracle, se mettaient simultanément à désarmer, rien ne les empêcherait le jour où ils voudraient trancher une question par les armes, de relancer les fabrications de guerre. D'autant plus que dans les conflits modernes ce n'est pas tant le niveau de l'armement des adversaires au moment de l'ouverture des hostilités, que leur potentiel industriel respectif qui est le facteur déterminant.**

**Pour supprimer la possibilité de guerre, il faudrait que la bourgeoisie supprime non seulement ses armes et les industries de guerre, mais aussi toutes les industries capables de reconstituer ces dernières, c'est-à-dire finalement toute sa machine de production, ce qui est bien sûr impensable.**

**De toute manière, sous le simple point de vue du bon fonctionnement de son économie, il ne saurait être question pour la bourgeoisie de supprimer ses industries de guerre. L'aide directe de l'Etat est de plus en plus nécessaire économiquement aux classes dominantes, et les commandes militaires représentent la façon la plus commode d'exercer cette aide. Avant d'être un objectif militaire ou une question de « prestige » national, la force de frappe de De Gaulle représente des milliards de commandes pour les trusts français. L'industrie américaine elle-même ne vit, depuis la deuxième guerre mondiale, que grâce aux commandes militaires. Et il serait fou de croire que les exploiteurs puissent un jour renoncer d'eux-mêmes à la source de leurs bénéfices.**

**De toute manièce, ces questions ne se posent pas dans la pratique, parce qu'il est également exclu que l'impérialisme renonce à la possibilité de régler ses différends par les armes. La bureaucratie soviétique, qui n'aspire qu'à profiter en paix de ses privilèges, est sans doute sincère lorsqu'elle souhaite le désarmement. Bien qu'en fait le danger extérieur soit sa seule justification sociale. Mais l'impérialisme qui sait bien qu'un jour ou l'autre, la guerre sera pour lui le seul moyen d'échapper à la crise, n'a aucune raison d'envisager ne serait-ce qu'une simple réduction des armements.**

**Mais ce n'est pas une raison, bien sûr, pour ne pas aller à Genève. Il continuera à jouer à l'O.N.U. la comédie du désarmement comme il l'avait joué auparavant devant la S.D.N. (avant 1939) ou la cour de La Haye (avant 1914).**

**Le seul argument « nouveau » (mais on avait dit auparavant la même chose à chaque fois qu'apparaissait une arme plus puissante) des tenants du pacifisme, c'est que l'armement nucléaire est tellement redoutable que personne ne sera assez fou pour l'employer. On pourrait le croire, si tous ceux qui en avaient les moyens n'avaient pas été suffisamment « fous » pour le concevoir et le fabriquer en grande série !**

**Et s'il est vrai que l'impérialisme fait planer sur l'humanité tout entière la menace de la mort thermo-nucléaire, ce n'est pas une raison pour se lancer dans une propagande pacifiste en faveur du désarmement. Bien au contraire. C'est semer des illusions parmi les masses, leur faire croire à la possiblité d'éviter la guerre, c'est finalement les démobiliser, les désarmer, elles et elles seules, alors que la seule manière de mettre fin à cette menace, c'est de supprimer sa cause, c'est de supprimer l'impérialisme lui-même.**

**Car la paix du monde, à longue échéance, ne dépend pas plus de M. Johnson que de M. Khrouchtchev.**

**La paix ne sera pas « donnée » aux « hommes de bonne volonté ». Cela, c'est paraît-il ce que les anges chantaient il y a 2.000 ans au-dessus de Bethléem, mais ce n'était que paroles d'évangile. Et ces 2.000 ans d'histoire sont là pour le prouver, il n'y aura de paix sur la terre que pour le prolétariat révolutionnaire qui aura jeté bas la vieille société.**

**Christian JUNG**